

No. 13441

**BELGIUM
and
YUGOSLAVIA**

**Consular Convention (with exchanges of letters). Signed at
Belgrade on 30 December 1969**

Authentic texts: French and Serbo-Croatian.

Registered by Belgium on 24 July 1974.

**BELGIQUE
et
YOUUGOSLAVIE**

**Convention consulaire (avec échanges de lettres). Signée à
Belgrade le 30 décembre 1969**

Textes authentiques: français et serbo-croate.

Enregistrée par la Belgique le 24 juillet 1974.

CONVENTION CONSULAIRE¹ ENTRE LE ROYAUME DE BELGIQUE ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DE YUGOSLAVIE

Sa Majesté le Roi des Belges et

Le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie,

Désirant déterminer les conditions d'admission des fonctionnaires consulaires dans leurs territoires respectifs, de même que leurs droits, immunités et priviléges réciproques et définir leurs pouvoirs,

Désirant aussi faciliter la protection des personnes physiques et morales de chacune des Hautes Parties contractantes, de même que la protection de leurs droits et intérêts dans le territoire de l'autre,

Ont résolu de conclure, à cet effet, une convention consulaire et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Belges :

Son Excellence Monsieur Marcel Rijmenans, Ambassadeur de Belgique à Belgrade,

Le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie :

Le Sous-Secrétaire au Secrétariat d'Etat des affaires étrangères Milorad Pešić,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

Article 1. La présente Convention est conclue entre les Hautes Parties contractantes en vue de compléter la Convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963², sur [la] base de l'article 73 de celle-ci, et, selon le cas, d'en étendre le champ d'application.

Article 2. Dans la présente Convention, il faut entendre

(1) Par «Etat d'envoi», la Haute Partie contractante qui nomme le fonctionnaire consulaire;

(2) Par «Etat de résidence», la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle le fonctionnaire consulaire exerce les fonctions requises par sa charge; ce terme comprend les communautés socio-politiques, ou bien, selon le cas, les subdivisions politiques, administratives ou territoriales de cette Haute Partie contractante;

(3) Par «fonctionnaire consulaire», toute personne dûment nommée par l'Etat d'envoi pour exercer des fonctions consulaires dans l'Etat de résidence en qualité de

¹ Entré en vigueur le 5 janvier 1974, soit le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu à Bruxelles le 6 décembre 1973, conformément à l'article 48, paragraphe 1.

² Nations Unies, *Recueil des Traité*s, vol. 596, p. 261.

consul général, de consul, de vice-consul ou d'agent consulaire et qui aura été admise à l'exercice de ces fonctions conformément à l'article 4;

Un fonctionnaire consulaire peut être de carrière ou honoraire;

(4) Par «employé consulaire», toute personne admise par l'Etat de résidence, après la notification prévue à l'article 5, à remplir une tâche administrative ou technique dans un poste consulaire de l'Etat d'envoi;

(5) Par «membre du personnel de service», toute personne affectée au service domestique d'un poste consulaire de l'Etat d'envoi;

(6) Par «membre du poste consulaire», tous fonctionnaires consulaires, employés consulaires et membres du personnel de service;

(7) Par «poste consulaire», tout établissement consulaire, qu'il s'agisse d'un consulat général, d'un consulat, d'un vice-consulat ou d'une agence consulaire;

(8) Par «locaux consulaires», tout immeuble ou partie d'immeuble, ainsi que le terrain attenant, utilisé à l'une de fins visées au paragraphe (1) de l'article 14, exception faite des locaux consacrés exclusivement à la résidence d'un membre du poste consulaire;

(9) Par «archives consulaires», les papiers, les documents, la correspondance, les livres, les films, les rubans magnétiques, les registres et le matériel du chiffre du poste consulaire, ainsi que les fichiers et les meubles destinés à les protéger et à les conserver;

(10) Par «circonscription consulaire», le territoire dans l'Etat de résidence, dans les limites duquel un fonctionnaire consulaire exerce ses fonctions;

(11) Par «navire de l'Etat d'envoi», tout bâtiment immatriculé ou enregistré conformément à la législation de l'Etat d'envoi, à l'exception des bâtiments de guerre;

(12) Par «autorité compétente», le Ministère des affaires étrangères ou le Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères, selon le cas.

TITRE II

ÉTABLISSEMENT DES POSTES CONSULAIRES

Article 3. (1) Chaque Haute Partie contractante a le droit d'établir et de maintenir des postes consulaires sur le territoire de l'autre Partie.

(2) Le siège du poste consulaire et l'étendue de la circonscription consulaire sont à fixer de commun accord entre les Hautes Parties contractantes.

Article 4. (1) La mission diplomatique de l'Etat d'envoi est tenue d'informer l'autorité compétente de l'Etat de résidence de la nomination ou de la désignation de toute personne en qualité de fonctionnaire consulaire et, le cas échéant, de lui communiquer sa lettre de provision ou acte similaire. La lettre de provision ou l'acte similaire indique la circonscription consulaire.

(2) L'autorité compétente de l'Etat de résidence délivre, aussitôt que possible et sans frais, un exequatur ou une autre autorisation au chef du poste consulaire et aux autres fonctionnaires consulaires affectés au poste consulaire. L'exequatur indique la circonscription consulaire.

(3) Dès l'obtention de l'exequatur ou autre autorisation, le fonctionnaire consulaire est admis à l'exercice de ses fonctions et au bénéfice des dispositions de la présente Convention. En attendant la délivrance de l'exequatur ou autre

autorisation, l'Etat de résidence peut consentir à ce qu'il soit admis à titre provisoire à cet exercice et à ce bénéfice.

Article 5. L'autorité compétente de l'Etat de résidence doit être informée de l'affectation de tout employé consulaire ou de tout membre du personnel de service à un poste consulaire et tenue au courant de son adresse privée dans l'Etat de résidence.

Article 6. L'Etat d'envoi peut désigner un ou plusieurs membres de sa mission diplomatique accréditée auprès de l'Etat de résidence pour exercer au sein de cette mission, outre leurs fonctions diplomatiques, des fonctions consulaires. Une telle désignation doit être faite conformément aux dispositions de l'article 4 ou de l'article 5 selon le cas.

Article 7. (1) En cas d'empêchement, d'absence ou de décès d'un fonctionnaire consulaire, chef d'un poste consulaire, l'Etat d'envoi peut désigner une personne pour diriger temporairement le poste consulaire. Une telle désignation est notifiée à l'autorité compétente de l'Etat de résidence. Cette personne bénéficiera, pendant sa mission, du même traitement que celui accordé au fonctionnaire consulaire qu'elle remplace ou, dans le cas où il lui serait plus favorable, du traitement qu'elle recevait jusqu'alors.

(2) Il est entendu toutefois que l'Etat de résidence n'est pas tenu, aux termes du paragraphe (1) du présent article, d'accorder à la personne désignée pour diriger temporairement le poste consulaire les droits, immunités ou priviléges dont l'exercice ou la jouissance sont subordonnés à des conditions précisées dans la présente Convention et auxquelles cette personne ne satisfait pas.

TITRE III

DROITS, IMMUNITÉS ET PRIVILÈGES GÉNÉRAUX

Article 8. L'Etat de résidence est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des postes consulaires et de la résidence des fonctionnaires consulaires.

Article 9. (1) Sous réserve des dispositions contraires de la présente Convention, les membres du poste consulaire sont justiciables des autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence, conformément à la législation de cet Etat.

(2) Les membres du poste consulaire ne sont pas justiciables des autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence en raison des actes de leurs fonctions officielles accomplis par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par les articles 24 à 40, ainsi que 43 et 44 de la Convention et par le droit international, à moins qu'au préalable l'Etat d'envoi ne renonce, par la voie diplomatique, à cette immunité dans un cas particulier.

(3) Les dispositions du paragraphe (2) du présent article ne soustraient en aucun cas un membre du poste consulaire à une action civile

1. pour les obligations auxquelles il s'est engagé sans agir expressément en qualité d'agent de son Gouvernement;
2. intentée par un tiers se prévalant d'un dommage causé par un véhicule automoteur (y compris les remorques), bâtiment de navigation ou aéronef, étant entendu que les véhicules automoteurs (y compris les remorques), bâtiments de navigation ou aéronefs, appartenant personnellement à un membre du poste

consulaire, doivent être pleinement assurés à l'égard des tiers, au point de vue de la responsabilité civile résultant de leur usage, et que tout contrat d'assurance de l'espèce doit répondre aux exigences de la législation de l'Etat de résidence.

(4) Un fonctionnaire consulaire de carrière ne peut être mis en état d'arrestation ou de détention préventives en raison d'actes accomplis en dehors de l'exercice de ses fonctions officielles, pour une infraction à la législation de l'Etat de résidence punissable d'une peine privative de liberté d'un maximum de cinq ans ou d'une peine plus légère.

Même dans ce cas, l'arrestation ou la détention préventives est possible moyennant le consentement de l'Etat d'envoi.

Toutefois, il peut être arrêté pour purger une peine privative de liberté infligée par un jugement exécutoire en matière pénale.

Article 10. (1) Les membres du poste consulaire peuvent être appelés à témoigner sous réserve des dispositions des paragraphes (2) et (3) du présent article. Les autorités judiciaires ou administratives qui requièrent leur témoignage doivent prendre toutes les mesures utiles afin que l'exercice de leurs fonctions officielles ne soit pas entravé et, dans le cas des fonctionnaires consulaires de carrière, ce témoignage peut être recueilli au poste consulaire ou à la résidence du fonctionnaire consulaire chaque fois qu'il est possible de le faire d'après la législation de l'Etat de résidence.

(2) Les membres du poste consulaire peuvent cependant se refuser à déposer sur tous faits qui ont trait à l'exercice de leurs fonctions officielles, à produire des documents ou objets appartenant aux archives consulaires et à s'en dessaisir. Il peut néanmoins être satisfait à une demande dans ce sens, dans l'intérêt de la justice, si le fonctionnaire consulaire dirigeant le poste consulaire estime qu'il est possible de le faire sans causer préjudice aux intérêts de l'Etat d'envoi.

(3) Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ne peuvent faire l'objet de mesures coercitives tendant à les faire comparaître devant un tribunal comme témoins ou déposer un témoignage.

Article 11. (1) Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent effectuer de visite domiciliaire dans les locaux consulaires que moyennant l'autorisation du fonctionnaire consulaire dirigeant le poste consulaire, de son remplaçant ou du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi. L'autorisation du chef du poste consulaire, de son remplaçant ou du chef de la mission diplomatique, peut toutefois être présumée en cas d'incendie ou autre sinistre exigeant une prompte action protectrice.

(2) L'asile ne peut être accordé dans les locaux consulaires à des personnes recherchées par la justice.

(3) L'accès aux locaux consulaires, aux fins visées au paragraphe (1) du présent article, ne peut porter atteinte à l'inviolabilité des archives consulaires.

(4) Au cas où des documents ou des biens, n'ayant aucun rapport avec l'exercice des fonctions officielles d'un membre du poste consulaire, sont déposés dans un immeuble abritant un poste consulaire, le membre du poste consulaire doit prendre les dispositions nécessaires pour que l'application de la législation de l'Etat de résidence, concernant ces documents ou biens, ne subisse aucune entrave.

(5) S'il y a des raisons de croire qu'un fonctionnaire consulaire honoraire invoque l'inviolabilité des archives consulaires ou l'immunité accordée aux locaux

consulaires conformément au paragraphe (1) du présent article, à des fins n'ayant aucun rapport avec ses fonctions consulaires, les autorités de l'Etat de résidence peuvent effectuer une visite domiciliaire en présence d'un représentant de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi.

Article 12. (1) Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, les membres du personnel de service et les membres du personnel privé n'étant ni ressortissants ni résidents permanents de l'Etat de résidence et étant au service exclusif d'un fonctionnaire consulaire de carrière, sont dispensés de se conformer aux dispositions réglementaires d'ordre général relatives au séjour des étrangers dans l'Etat de résidence et ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'expulsion, à l'exception, dans ce dernier cas, des membres du personnel de service et du personnel privé.

(2) Un document spécial d'identification est délivré par les soins de l'autorité compétente de l'Etat de résidence aux personnes admises au bénéfice des dispositions du présent article.

Article 13. (1) Les membres du poste consulaire, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exemptés, dans l'Etat de résidence, de tout service obligatoire dans les forces armées ou autres organisations se rapportant directement ou indirectement à la défense nationale, de toute prestation dans les services publics y compris la police, ainsi que de toute prestation comme juré. Il en est de même de toute prestation en argent ou en nature imposée en remplacement de services ou prestations exigés à titre personnel.

(2) Les dispositions du paragraphe (1) du présent article s'appliquent également aux fonctionnaires consulaires honoraires, pourvu qu'ils ne soient pas ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence.

Article 14. (1) L'Etat d'envoi a le droit de
 1. acquérir ou posséder en propriété ou en jouissance, sous toutes formes prévues par la législation de l'Etat de résidence, des terrains et des immeubles pour l'établissement ou le maintien d'un poste consulaire ou de la résidence d'un fonctionnaire consulaire ou d'un employé consulaire, ou encore pour toutes autres fins liées au fonctionnement de la représentation consulaire de l'Etat d'envoi et auxquelles l'Etat de résidence ne s'oppose pas;
 2. construire, pour les mêmes fins, des immeubles sur les terrains qu'il a acquis;
 3. aliéner les terrains et les immeubles ainsi acquis ou construits.

(2) Les dispositions du paragraphe (1) du présent article n'exemptent pas l'Etat d'envoi d'observer les conditions prescrites par la législation de l'Etat de résidence. L'Etat d'envoi est tenu également de se conformer aux règlements et restrictions concernant les constructions et l'urbanisme, applicables à la zone dans laquelle sont ou seront situés les terrains et les immeubles visés.

Article 15. L'Etat de résidence permet que
 1. l'écusson aux armes de l'Etat d'envoi, ainsi qu'une inscription appropriée dans la ou les langues officielles de cet Etat, désignant le poste consulaire, soient apposés sur la clôture et sur le mur extérieur de l'immeuble abritant le poste consulaire, sur la porte d'entrée du poste consulaire ou à côté de celle-ci;
 2. l'écusson aux armes de l'Etat d'envoi soit apposé sur la clôture et sur le mur extérieur de l'immeuble servant de résidence au chef du poste consulaire, sur la porte d'entrée de cette résidence ou à côté de celle-ci;

3. le drapeau de l'Etat d'envoi ou son pavillon consulaire soit arboré par le poste consulaire, de même qu'à la résidence du chef de poste consulaire;
4. l'écusson aux armes de l'Etat d'envoi ainsi que le drapeau de celui-ci ou son pavillon consulaire soient apposés ou arborés sur les véhicules et bâtiments de navigation que les fonctionnaires consulaires utilisent dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

Article 16. (1) L'Etat d'envoi bénéficie de l'exemption de toute forme de réquisition à des fins de défense nationale ou d'utilité publique en ce qui concerne

1. les locaux consulaires, y compris les biens meubles et les installations qui s'y trouvent;
2. les véhicules, bâtiments de navigation et aéronefs du poste consulaire.

(2) Un membre du poste consulaire bénéficie de la même exemption en ce qui concerne

1. sa résidence privée y compris les biens meubles et les installations qui s'y trouvent;
2. les véhicules, bâtiments de navigation et aéronefs dont il est propriétaire.

(3) Les dispositions du paragraphe (2) du présent article s'appliquent aux fonctionnaires consulaires honoraires, pourvu qu'ils ne soient ni ressortissants ni résidents permanents de l'Etat de résidence.

(4) Toutefois, les dispositions des paragraphes précédents du présent article ne s'opposent pas à ce que l'Etat de résidence exproprie ou saisisse à des fins de défense nationale ou d'utilité publique, conformément à sa législation, les locaux consulaires de l'Etat d'envoi ou la résidence d'un membre du poste consulaire de cet Etat. S'il est nécessaire d'adopter une telle mesure en ce qui concerne l'un de ces biens, toutes dispositions sont à prendre afin d'éviter des entraves à l'exercice des fonctions consulaires.

En outre, une indemnité prompte et adéquate est à payer en cas d'expropriation ou de saisie. Une telle indemnité doit pouvoir être transférée à destination de l'Etat d'envoi dans un délai raisonnable.

TITRE IV

PRIVILÈGES FISCAUX

Article 17. L'Etat d'envoi est exempté de tous impôts ou de toutes charges similaires de quelque nature que ce soit, établis ou perçus par l'Etat de résidence, en ce qui concerne

1. l'acquisition en propriété ou en jouissance, la propriété, la jouissance, l'occupation, la construction ou l'aménagement de terrains ou d'immeubles destinés ou servant exclusivement aux besoins officiels d'un poste consulaire ou à la résidence d'un fonctionnaire consulaire de carrière, chef de poste;
2. l'acquisition, la propriété, la possession ou l'utilisation de tous biens mobiliers, équipements, fournitures, matériaux de construction et autres objets, y compris les véhicules, bâtiments de navigation et aéronefs, destinés ou servant exclusivement aux besoins officiels d'un poste consulaire, étant entendu que l'exemption des droits et taxes, imposés à l'occasion ou en raison d'une importation ou réexportation, fait exclusivement l'objet des dispositions de l'article 20.

Article 18. (1) Les fonctionnaires consulaires de carrière ne peuvent exercer dans l'Etat de résidence aucune^e occupation privée de caractère lucratif.

(2) Aucun impôt ou autre charge similaire de quelque nature que ce soit n'est établi ou perçu par l'Etat de résidence à charge de l'Etat d'envoi et des membres du poste consulaire

1. sur les droits et taxes perçus au nom de l'Etat d'envoi en compensation de services consulaires ou les reçus constatant le paiement de tels droits et taxes;
2. sur les émoluments, salaires, appointements, indemnités ou allocations reçus en rémunération de leurs fonctions officielles par les membres du poste consulaire qui ne sont ni ressortissants ni résidents permanents de l'Etat de résidence; les employés consulaires et les membres du personnel de service ne bénéficient de cette exemption que s'ils n'exercent pas d'occupation privée de caractère lucratif dans cet Etat;
3. du chef d'actes accomplis par un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire en sa qualité officielle et tombant dans le cadre de ses attributions consulaires.

Article 19. (1) Sauf ce qui est stipulé aux paragraphes (2) et (3) du présent article, les fonctionnaires consulaires de carrière et les employés consulaires de l'Etat d'envoi, ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exonérés dans l'Etat de résidence de tous impôts ou autres charges similaires de quelque nature que ce soit établis ou perçus par cet Etat, étant entendu que l'exemption des droits et taxes, imposés à l'occasion ou en raison d'une importation ou réexportation, fait exclusivement l'objet des dispositions de l'article 20.

(2) Les dispositions des articles 17, 18, paragraphe (2), 1 et 3 et du paragraphe (1) du présent article ne s'appliquent qu'aux impôts ou autres charges similaires dont l'Etat d'envoi, le fonctionnaire consulaire, l'employé consulaire ou le membre de leur famille, est personnellement redévable, à défaut des exemptions prévues. Elles ne s'appliquent pas aux impôts ou autres charges similaires dus légalement par quelque autre personne, même si l'incidence de l'impôt ou charge retombe sur l'Etat d'envoi, le fonctionnaire consulaire, l'employé consulaire ou le membre de leur famille.

(3) Les dispositions du paragraphe (1) du présent article ne s'appliquent pas aux impôts ou autres charges similaires de quelque nature que ce soit établis ou perçus

1. sur l'acquisition en propriété ou en jouissance, la propriété, la jouissance, la mise en hypothèque ou l'occupation de biens immeubles situés dans l'Etat de résidence;
2. sur les revenus autres que ceux visés par le paragraphe (2), 2., de l'article 18 et qui proviennent de sources situées dans l'Etat de résidence;
3. à l'occasion ou en raison d'un transfert de biens par donation;
4. à l'occasion ou en raison des transmissions de biens par succession, que le fonctionnaire consulaire, l'employé consulaire ou le membre de leur famille soit le défunt ou le bénéficiaire de la succession;
5. sur les transactions ou instruments réalisant les transactions, telles que les taxes sur la vente ou la transmission d'argent ou de biens meubles ou immeubles ou encore les droits de timbre imposés ou perçus en relation avec ces transactions, à l'exception des impôts ou autres charges sur les transmissions de marchandises destinées exclusivement aux besoins officiels du poste consulaire ou

- à l'usage personnel d'un fonctionnaire consulaire, d'un employé consulaire ou d'un membre de leur famille vivant à leur foyer;
6. à l'occasion de la prestation d'un service par une autorité judiciaire ou administrative.

(4) Nonobstant les dispositions du paragraphe (3) du présent article, en cas de décès d'un membre du poste consulaire ou d'une personne de sa famille vivant à son foyer, les biens meubles appartenant à la succession et dont la présence dans l'Etat de résidence était due uniquement à la présence du défunt dans cet Etat en tant que membre du poste consulaire ou en tant que personne de sa famille sont exempts de tous droits de succession et de mutation, ainsi que de tous droits similaires imposés par l'Etat de résidence.

Article 20. (1) Sont admis à l'importation dans l'Etat de résidence et subsequemment à la réexportation et exemptés du paiement de tous droits et autres taxes de quelque nature que ce soit, imposés ou perçus par cet Etat à l'occasion ou en raison de l'importation ou de la réexportation,

1. tous emblèmes et documents officiels, mobiliers et fournitures de bureau expédiés par l'Etat d'envoi ou en son nom à un poste consulaire à des fins officielles;
2. tous objets destinés à l'usage officiel y compris les véhicules, bâtiments de navigation et aéronefs, expédiés par l'Etat d'envoi, ou en son nom, à un poste consulaire pour autant que le poste consulaire intéressé soit dirigé par un fonctionnaire consulaire de carrière;
3. les articles cultivés, produits ou fabriqués dans l'Etat d'envoi et destinés à être exposés dans les locaux consulaires comme échantillons commerciaux, pourvu qu'ils soient ultérieurement réexportés ou détruits.

(2) Sont également admis à l'importation dans l'Etat de résidence et subsequemment à la réexportation et au bénéfice des mêmes exemptions, tous bagages, effets et autres articles, y compris les véhicules, bâtiments de navigation et aéronefs, destinés exclusivement à l'usage personnel des fonctionnaires consulaires de carrière et des membres de leur famille vivant à leur foyer et importés lors de leur premier établissement ou pendant la période d'affectation à leur poste ou à celui des employés consulaires, et importés lors de leur premier établissement et dans un délai de six mois à partir de leur arrivée.

(3) Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte à l'application de la législation de l'Etat de résidence interdisant l'importation de certains objets et produits ou la subordonnant à certaines conditions.

(4) Les exemptions prévues au présent article ne peuvent être interprétées en ce sens qu'elles doivent donner lieu au remboursement des droits et taxes acquittés sur les articles qui se trouvent déjà en libre pratique dans l'Etat de résidence.

Article 21. Dans le cas de cession de biens meubles et autres articles y compris les véhicules, bâtiments de navigation et aéronefs, importés ou achetés en exemption des droits et taxes sur la base des dispositions du titre IV, ces dispositions n'autorisent pas l'Etat d'envoi, les fonctionnaires consulaires, les employés consulaires et les membres de leur famille à solliciter l'exemption des droits et taxes exigibles au moment de la cession, à moins que le cessionnaire ne soit également bénéficiaire, soit en raison de la présente Convention, soit autrement, de l'exemption de ces droits et taxes.

Article 22. Aucune exemption n'est accordée pour les droits et taxes ou

autres charges similaires de quelque nature que ce soit établis ou perçus par l'Etat de résidence en rémunération de services rendus.

Article 23. L'Etat d'envoi, les membres du poste consulaire et les membres de leur famille ont à se conformer aux formalités prescrites par les autorités administratives de l'Etat de résidence quant à l'application des dispositions du titre IV.

TITRE V

ATTRIBUTIONS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES EN MATIÈRE CIVILE ET ADMINISTRATIVE

Article 24. (1) Les fonctionnaires consulaires ont le droit de protéger les ressortissants de l'Etat d'envoi et de défendre leurs droits et intérêts. Ils peuvent notamment, à cette fin,

1. intervenir entre autres dans les questions concernant l'admission, le séjour et la sortie de l'Etat de résidence, l'exercice des activités professionnelles ou lucratives, la jouissance des droits civils et de tous droits résultant des conventions ou traités applicables;
2. sous réserve des dispositions de l'article 25, s'entretenir, notamment au poste consulaire, et communiquer avec tout ressortissant de l'Etat d'envoi et le conseiller;
3. s'informer au sujet de tout incident ayant affecté ou pouvant affecter les intérêts d'un tel ressortissant;
4. prêter assistance aux ressortissants de l'Etat d'envoi dans leurs rapports avec les autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence, les aider dans leurs procédures devant celles-ci, leur assurer à cet effet, si la législation de l'Etat de résidence le permet, l'assistance d'un homme de loi ou de toute autre personne et, avec le consentement de ces autorités, servir d'interprète pour ces ressortissants ou en désigner un pour les assister.

(2) Les fonctionnaires consulaires peuvent, en outre, sans préjudice de l'application des législations nationales et des conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes en matière de sécurité sociale,

1. recevoir les pensions ou allocations dues aux ressortissants de l'Etat d'envoi, absents de l'Etat de résidence;
2. remettre à tout bénéficiaire les allocations, pensions ou indemnités dues conformément à la législation de l'Etat d'envoi ou aux conventions internationales en matière sociale;
3. recevoir, en vue de les faire parvenir aux propriétaires, les objets trouvés appartenant aux ressortissants de l'Etat d'envoi.

Article 25. (1) Les ressortissants de l'Etat d'envoi ont en tout temps le droit de communiquer avec le fonctionnaire consulaire et de se rendre au poste consulaire, sous réserve des dispositions des paragraphes (2) à (4) du présent article.

(2) Les fonctionnaires consulaires doivent être informés à bref délai, par les autorités de l'Etat de résidence, de l'incarcération de tout ressortissant de l'Etat d'envoi, de son arrestation, de sa mise en détention préventive ou de sa détention sous une forme quelconque.

(3) Sous réserve des dispositions légales de l'Etat de résidence relatives à l'interdiction de communiquer pour les nécessités de l'instruction, les fonctionnaires

consulaires sont autorisés à visiter, aussitôt que possible, tout ressortissant de l'Etat d'envoi, arrêté ou détenu dans l'Etat de résidence, à s'entretenir avec lui dans la langue de son choix, même en particulier, à communiquer avec lui et à prendre les dispositions en vue de sa représentation en justice. Sous la même réserve, toute communication émanant d'un tel ressortissant et destinée au fonctionnaire consulaire est à transmettre sans délai à ce dernier par les soins des autorités de l'Etat de résidence.

(4) Les fonctionnaires consulaires ont le droit, moyennant notification à l'autorité appropriée et conformément aux règlements de la prison, de rendre visite dans des conditions et des délais raisonnables à un ressortissant de l'Etat d'envoi, condamné et purgeant une peine d'emprisonnement. Ils ont également le droit d'échanger avec les détenus ressortissants de l'Etat d'envoi des communications dans des conditions et des délais raisonnables. Ces communications ont lieu conformément aux règlements de la prison.

Article 26. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de

1. délivrer des passeports et d'autres titres de voyage aux ressortissants de l'Etat d'envoi et à toute autre personne qualifiée pour les obtenir;
2. délivrer des pièces d'identité aux ressortissants de l'Etat d'envoi;
3. accorder tout visa ou délivrer tout document autorisant l'entrée dans l'Etat d'envoi;
4. délivrer pour des marchandises des certificats d'origine ou de provenance et autres pièces similaires;
5. légaliser les signatures des autorités ou des agents publics de l'Etat d'envoi et de l'Etat de résidence;
6. délivrer des certificats de vie, des certificats de présence et des certificats requis par l'Etat de résidence;
7. délivrer des copies certifiées conformes de tout document établi conformément à la législation de l'Etat d'envoi.

Article 27. (1) Les fonctionnaires consulaires ont la faculté de traduire toute espèce de document, quels que soient les personnes, les autorités ou le pays dont ils proviennent.

(2) Si des documents à traduire doivent être produits devant une autorité de l'Etat de résidence, celle-ci peut exiger que la traduction soit certifiée conforme par un traducteur juré ou assermenté.

Article 28. (1) Les fonctionnaires consulaires ont le droit de

1. recevoir toute déclaration prévue par la législation de l'Etat d'envoi sur la nationalité et d'en tenir le registre;
2. dresser ou recevoir des actes de naissance ou de décès ou tout autre acte relatif à l'état civil des ressortissants de l'Etat d'envoi;
3. recevoir toute déclaration, autorisation ou consentement et procéder à toute notification prévus par la législation de l'Etat d'envoi en vue du mariage de l'un de ses ressortissants;
4. célébrer un mariage à condition que les futurs conjoints soient ressortissants de l'Etat d'envoi et qu'aucun d'eux ne soit également ressortissant de l'Etat de résidence.

(2) La réception de tout acte d'état civil, de même que la célébration d'un mariage par un fonctionnaire consulaire, n'exempte en aucune façon les

intéressés des obligations prévues par la législation de l'Etat de résidence quant aux déclarations ou inscriptions requises.

Article 29. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de publier des avis destinés aux ressortissants de l'Etat d'envoi et de recevoir leurs déclarations en ce qui concerne :

- a) le service militaire;
- b) toute autre question se rapportant à leurs droits, obligations ou intérêts, pour autant que ces avis et déclarations soient compatibles avec les dispositions légales ou réglementaires de l'Etat de résidence.

Article 30. (1) Sont reconnus comme valables par l'Etat de résidence, selon le cas, les actes notariés ou les actes extra-contentieux suivants, dressés ou reçus conformément à la législation de l'Etat d'envoi, dans l'Etat de résidence ou à bord des navires de l'Etat d'envoi par les fonctionnaires consulaires de cet Etat, qui sont investis par lui de cette compétence,

- 1. les actes et contrats concernant exclusivement des ressortissants de l'Etat d'envoi;
- 2. les contrats de mariage entre ressortissants de l'Etat d'envoi;
- 3. les actes de consentement au mariage d'un ressortissant de l'Etat d'envoi quelle que soit la nationalité des parents dont le consentement est reçu;
- 4. les actes respectueux relatifs au mariage de ressortissants de l'Etat d'envoi;
- 5. les actes comportant une déclaration par un ressortissant de l'Etat d'envoi de la reconnaissance d'un enfant naturel;
- 6. tous actes et contrats autres que ceux indiqués sous 2 à 5 ci-dessus, dans lesquels les parties ou l'une d'elles ne sont pas ressortissants de l'Etat d'envoi, à la condition que ces actes et contrats se rapportent à des biens situés ou à des affaires à traiter dans cet Etat et pour autant que la législation de l'Etat de résidence ne s'y oppose pas.

(2) Les dispositions du paragraphe (1) du présent article n'exemptent en aucune façon les intéressés de se conformer à la législation de l'Etat de résidence quant à la transcription requise.

(3) Les dispositions du paragraphe (1) du présent article ne s'appliquent pas aux actes et contrats ayant pour objet l'acquisition ou la transmission de droits réels sur des biens immeubles ni aux actes et contrats ayant pour objet l'acquisition ou la transmission d'un fonds de commerce, situés dans l'Etat de résidence.

(4) Les expéditions, copies ou extraits des actes dressés ou reçus en vertu du présent article, dûment certifiés par le fonctionnaire consulaire et revêtus du sceau du poste consulaire, font foi et ont tant en justice que hors justice la même force probante dans l'Etat de résidence que si ces expéditions, copies ou extraits avaient été délivrés par un notaire, un officier public ou toute autre autorité appropriée de l'un ou de l'autre Etat, pourvu que ces documents aient été rédigés dans les formes requises par la législation de l'Etat d'envoi et qu'ils aient été soumis, éventuellement, au timbre et à l'enregistrement ainsi qu'à toutes les formalités régissant la matière dans l'Etat où l'acte doit recevoir son exécution.

(5) Au cas où un doute est soulevé à propos de l'authenticité d'une expédition d'un acte dressé ou reçu en vertu du présent article, l'intéressé peut exiger, conformément à la législation de l'Etat d'envoi, la confrontation avec l'original.

Article 31. (1) Les fonctionnaires consulaires ont le droit d'organiser la protection des mineurs et des incapables ressortissants de l'Etat d'envoi, en conformité avec la législation de cet Etat.

(2) Lorsque la protection d'un mineur ou d'un incapable, ressortissant de l'Etat d'envoi et résidant dans l'Etat de résidence, doit être organisée, les autorités de ce dernier Etat sont tenues, dès qu'elles ont connaissance de cette situation, d'en informer le fonctionnaire consulaire. Ce dernier doit informer aussitôt que possible les autorités de l'Etat de résidence qu'il a procédé ou procédera à l'organisation de la tutelle.

(3) Les autorités appropriées de l'Etat de résidence ont le droit, conformément à la législation de cet Etat et en vue de sauvegarder les intérêts du mineur ou de l'incapable

- a) de prendre en cas de nécessité toutes les mesures conservatoires requises, ou
- b) d'organiser la tutelle au cas où le fonctionnaire consulaire informe les autorités qu'il ne procédera pas à l'organisation de la tutelle.

Article 32. (1) 1. Lorsque les autorités appropriées de l'Etat de résidence ont connaissance qu'il existe dans cet Etat

- a) une succession testamentaire ou *ab intestat* d'un ressortissant de l'Etat d'envoi et dont il ne se trouve aucune personne, autre qu'un administrateur public ou une autorité similaire, qui soit qualifiée pour en revendiquer l'administration et soit présente ou représentée, ou
- b) des biens ou des droits dépendant d'une succession testamentaire ou *ab intestat* au sujet de laquelle un fonctionnaire consulaire peut avoir le droit d'intervenir conformément aux dispositions du paragraphe (5) du présent article, elles doivent en informer le fonctionnaire consulaire.

2. Le fonctionnaire consulaire doit de même informer les autorités appropriées si l'information lui parvient par une autre voie.

(2) Le fonctionnaire consulaire a le droit, concurremment avec l'autorité appropriée, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés ainsi qu'à la confection de l'inventaire. Toutefois, au cas où tout retard serait de nature à mettre en péril la succession, le fonctionnaire consulaire ou l'autorité appropriée aura le droit de procéder seul à l'accomplissement de ces opérations, à la condition d'en informer sans délai l'autre autorité afin d'assurer sa coopération dans la suite.

(3) Le fonctionnaire consulaire, dans les cas visés par le paragraphe (1) 1, a, du présent article, peut, conformément à la législation de l'Etat de résidence, procéder ou faire procéder aux mesures conservatoires nécessaires.

(4) Pour toutes les questions auxquelles peuvent donner lieu l'ouverture, l'administration et la liquidation des successions des ressortissants de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence, les fonctionnaires consulaires sont autorisés à représenter de plein droit les ayants droit incapables ou absents de l'Etat de résidence, qui sont ressortissants de l'Etat d'envoi, pour autant que ceux-ci ne soient pas dûment représentés. Ils sont officiellement reconnus comme représentants de ces ayants droit, sans être tenus de prouver leur mandat par une procuration spéciale.

(5) Au cas où des ressortissants de l'Etat d'envoi, intéressés dans une succession ouverte dans l'Etat de résidence, sont incapables ou absents de cet Etat et non représentés, le fonctionnaire consulaire peut, quelle que soit la nationalité du *de cujus*, agir comme leur représentant sans avoir à produire aucune procuration

spéciale. L'intervention du fonctionnaire consulaire cesse dès l'instant où ces ressortissants sont présents ou dûment représentés.

Les dispositions du présent paragraphe ne peuvent porter atteinte aux droits reconnus par des traités aux fonctionnaires consulaires de l'Etat dont le *de cuius* était ressortissant.

(6) Le fonctionnaire consulaire considéré comme représentant des personnes intéressées ne peut être personnellement mis en cause devant les autorités appropriées relativement à toute affaire concernant la succession.

(7) Si un ressortissant de l'Etat d'envoi vient à décéder pendant qu'il parcourt ou traverse l'Etat de résidence sans y avoir ni son domicile ni sa résidence permanente, le fonctionnaire consulaire a le droit, à l'effet de sauvegarder les fonds et les effets qui étaient en la possession du défunt, de les mettre immédiatement en sûreté

- a) après exercice éventuel d'un droit de gage au profit d'une personne domiciliée ou ayant sa résidence permanente dans l'Etat de résidence;
- b) sauf le droit des autorités administratives ou judiciaires de l'Etat de résidence d'en prendre possession si les intérêts de la justice l'exigent.

(8) Si un fonctionnaire consulaire exerce les droits en matière de succession visés au présent article, il doit se conformer à la législation de l'Etat de résidence.

Article 33. (1) Un fonctionnaire consulaire peut, aux fins de transmission à un ressortissant de l'Etat d'envoi, qui ne se trouve pas dans l'Etat de résidence, recevoir tous fonds ou tous biens auxquels ce ressortissant a droit par suite d'un décès, dans la mesure et moyennant les conditions auxquelles la remise pourrait se faire à ce ressortissant.

(2) Lorsque le fonctionnaire consulaire reçoit les fonds ou biens visés au paragraphe (1) du présent article, il doit se conformer aux conditions de preuve en vigueur dans l'Etat de résidence pour établir que les fonds ou biens ont été transmis au ressortissant intéressé, ceux-ci devant être restitués à défaut d'une telle preuve.

TITRE VI

ATTRIBUTIONS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES EN MATIÈRE MARITIME

Article 34. (1) Les fonctionnaires consulaires ont le droit de prêter leur assistance aux navires de l'Etat d'envoi durant leur séjour dans les ports ou les eaux territoriales ou intérieures de l'Etat de résidence.

(2) Les fonctionnaires consulaires peuvent en conséquence procéder librement aux devoirs énumérés à l'article 35 et, à cet effet, se rendre personnellement à bord du navire, dès que celui-ci a été admis à la libre pratique, et se faire accompagner, s'ils le désirent, d'employés consulaires. Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent pas s'opposer à l'accomplissement de ces devoirs par les fonctionnaires consulaires et, si ceux-ci viennent à solliciter leur assistance pour toute question touchant l'exécution de ces devoirs, cette assistance doit être accordée.

(3) Le capitaine et les membres de l'équipage peuvent se mettre en rapport avec le fonctionnaire consulaire et se rendre au poste consulaire en se conformant à la législation de l'Etat de résidence relative à l'admission, au séjour et à la sortie des ressortissants étrangers.

Article 35. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de

1. interroger le capitaine ou tout membre de l'équipage d'un navire de l'Etat d'envoi, examiner et viser tout document de bord, recevoir les déclarations relatives au voyage du navire et à sa destination et, d'une façon générale, faciliter l'entrée, le séjour dans le port et le départ du navire;
2. prendre toutes dispositions pour l'enrôlement et le licenciement du capitaine ou de tout membre de l'équipage;
3. régler tous différends entre le capitaine et les membres de l'équipage et spécialement ceux relatifs aux gages et au contrat d'engagement en général;
4. prendre toutes dispositions pour assurer l'hospitalisation et le rapatriement du capitaine ou de tout membre de l'équipage;
5. recevoir, rédiger ou signer toute déclaration ou tout autre document prescrit par la législation de l'Etat d'envoi concernant la nationalité, la propriété et les sûretés réelles, l'état et l'exploitation d'un navire de cet Etat;
6. prendre toutes dispositions pour le maintien de l'ordre et de la discipline à bord du navire;
7. prendre toute autre disposition conformément à la législation de l'Etat d'envoi en matière maritime;
8. prêter aide et assistance au capitaine ou aux membres de l'équipage d'un navire de l'Etat d'envoi dans leurs rapports avec les autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence et, à cet effet, leur assurer l'assistance d'un homme de loi ou de toute autre personne, et leur servir d'interprète ou en désigner un pour les assister.

Article 36. Si un membre de l'équipage, non ressortissant de l'Etat de résidence, déserte un navire de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence, les autorités administratives de ce dernier Etat prêtent leur collaboration, à la demande du fonctionnaire consulaire, pour recueillir des informations sur le déserteur et pour permettre au fonctionnaire consulaire de s'entretenir avec celui-ci s'il y consent.

Article 37. (1) Sauf à la requête ou avec le consentement du fonctionnaire consulaire, les autorités judiciaires de l'Etat de résidence ne peuvent exercer leur juridiction soit à terre, soit à bord d'un navire de l'Etat d'envoi, au sujet d'infractions commises à bord, que s'il s'agit de

1. infractions commises par ou contre toute personne autre que le capitaine ou un membre de l'équipage ou par ou contre un ressortissant de l'Etat de résidence;
2. infractions compromettant la tranquillité ou la sécurité du port ou réprimées par la législation de l'Etat de résidence en matière de sûreté d'Etat, de santé publique, d'immigration, de sauvegarde de la vie en mer, de douane ou autres questions analogues;
3. infractions punissables aux termes de la législation de l'Etat de résidence d'une peine privative de liberté d'au moins cinq ans ou d'une peine plus grave.

(2) Lorsque dans les cas prévus au paragraphe (1) du présent article, il entre dans les intentions des autorités judiciaires de l'Etat de résidence d'arrêter ou d'interroger une personne ou de saisir un bien ou d'instituer une enquête officielle à bord du navire, le capitaine ou tout autre officier agissant en son nom doit être mis à même d'informer le fonctionnaire consulaire et, à moins que ce ne soit impossible en raison de l'urgence de l'affaire, de l'avertir suffisamment à temps pour permettre au fonctionnaire consulaire ou à son représentant d'être pré-

sent. Si le fonctionnaire consulaire n'a pas été présent ou représenté, il a le droit de recevoir, à sa demande, des autorités de l'Etat de résidence, des informations complètes au sujet des mesures intervenues.

(3) Les dispositions du paragraphe (1) 1 et 2 et du paragraphe (2) du présent article sont également applicables en ce qui concerne la juridiction des autorités administratives.

(4) Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux examens usuels effectués par les autorités de l'Etat de résidence concernant la sûreté d'Etat, la santé publique, l'immigration, la sauvegarde de la vie en mer et la douane, pas plus qu'à la détention du navire ou d'une partie de sa cargaison résultant d'une procédure civile devant les tribunaux de cet Etat.

Article 38. (1) Sous réserve de l'autorisation du capitaine du navire, les fonctionnaires consulaires ont le droit de visiter les navires battant n'importe quel pavillon et faisant route vers un port de l'Etat d'envoi, afin de se procurer les renseignements qui doivent leur permettre d'établir et de signer les documents requis en vertu de la législation de l'Etat d'envoi pour l'entrée du navire dans les ports de cet Etat et de donner aux autorités appropriées de l'Etat d'envoi tous renseignements, quant aux problèmes sanitaires ou autres, demandés par elles.

(2) Les fonctionnaires consulaires doivent agir avec toute la célérité possible lorsqu'ils exercent les droits qui leur sont conférés par le présent article.

Article 39. (1) Si un navire de l'Etat d'envoi fait naufrage dans l'Etat de résidence, les autorités appropriées de cet Etat doivent informer le fonctionnaire consulaire aussitôt que possible.

(2) Les autorités de l'Etat de résidence sont tenues de prendre les mesures utiles en vue de la protection du navire naufragé, de la vie des personnes à bord, de la cargaison et des autres objets à bord, ainsi que pour empêcher et réprimer le pillage et le désordre sur le navire. Ces mesures s'étendent également aux objets faisant partie du navire ou de sa cargaison et qui ont été séparés du navire; elles sont éventuellement prises en collaboration avec le capitaine et le fonctionnaire consulaire ou son délégué.

(3) Lorsque le navire naufragé, sa cargaison ou d'autres objets qui étaient à bord, sont trouvés sur le rivage de l'Etat de résidence ou à proximité ou sont amenés dans un port de cet Etat et que ni le capitaine, ni le propriétaire du navire ou de la cargaison, ni son agent, ni les assureurs ne sont présents ou ne peuvent prendre des dispositions pour leur conservation ou leur destination, le fonctionnaire consulaire est autorisé à prendre, en qualité de représentant du propriétaire du navire, les dispositions que le propriétaire aurait pu prendre aux mêmes fins s'il avait été présent, en se conformant à la législation de l'Etat de résidence.

(4) Les dispositions des paragraphes (1) à (3) du présent article sont également applicables lorsque, en dehors des cas visés par ces paragraphes, la cargaison ou d'autres objets qui se trouvaient à bord, appartenant à des ressortissants de l'Etat d'envoi, sont trouvés sur le rivage de l'Etat de résidence ou à proximité ou sont amenés dans un port de cet Etat.

(5) L'intervention des autorités de l'Etat de résidence ne peut donner lieu à la perception d'aucun impôt, ni charge autres que ceux qui sont perçus dans des circonstances similaires à l'égard d'un navire naufragé de l'Etat de résidence, de tous biens à bord ou de sa cargaison.

(6) Les dispositions du paragraphe précédent ne portent toutefois pas atteinte à l'application de la législation de l'Etat de résidence en matière d'importation, d'exportation et de transit en ce qui concerne la cargaison, l'équipement, les provisions et autres biens provenant du navire naufragé.

Article 40. (1) Si le capitaine ou un membre de l'équipage d'un navire de l'Etat d'envoi décède ou disparaît dans l'Etat de résidence, soit à bord du navire, soit à terre, le capitaine ou son remplaçant et les fonctionnaires consulaires sont exclusivement compétents pour dresser l'inventaire des effets, valeurs et autres biens délaissés par le défunt ou le disparu et pour accomplir les autres actes nécessaires en vue de la conservation des biens et, s'il y a lieu, de la liquidation de la succession.

Si le défunt ou le disparu est toutefois ressortissant de l'Etat de résidence, le capitaine ou son remplaçant dresse, au moment de la constatation du décès ou de la disparition, l'inventaire dont une expédition est remise aux autorités de l'Etat de résidence qui sont exclusivement compétentes pour accomplir tous les autres actes nécessaires en vue de la conservation des biens et, s'il y a lieu, de la liquidation de la succession. Ces autorités en informeront le poste consulaire de l'Etat d'envoi.

(2) Si le capitaine ou un membre de l'équipage, ressortissant de l'Etat d'envoi, décède ou disparaît dans l'Etat de résidence à bord d'un bâtiment immatriculé ou enregistré dans cet Etat, l'inventaire des effets, valeurs et autres biens délaissés par le défunt est dressé et les actes nécessaires en vue de la conservation des biens et, s'il y a lieu, de la liquidation de la succession sont accomplis, conformément au paragraphe (7) de l'article 32.

(3) Si à bord d'un bâtiment immatriculé ou enregistré dans un des Etats contractants à la présente Convention, décède ou disparaît un ressortissant de l'autre Etat contractant, et ce en dehors du territoire de cet Etat, les effets, valeurs et autres biens délaissés par le défunt ou le disparu sont à remettre au fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le *de cuius* est ressortissant, au premier port d'escale où ce fonctionnaire est disponible.

Si ce premier port d'escale se trouve sur le territoire d'un Etat contractant, il est procédé, selon le cas, conformément aux paragraphes (1), dernier alinéa, ou (2) du présent article.

(4) Si un fonctionnaire consulaire exerce les droits en matière de succession visés au présent article, à l'exception du paragraphe (3), premier alinéa, il doit se conformer à la législation de l'Etat de résidence.

TITRE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 41. Les fonctionnaires consulaires peuvent favoriser le commerce des ressortissants de l'Etat d'envoi et le développement des relations économiques et culturelles entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

Article 42. Les fonctionnaires consulaires n'ont le droit d'exercer leurs attributions que dans le ressort de leur propre circonscription consulaire ou, dans le cas de fonctionnaires consulaires à qui l'Etat d'envoi n'a pas attribué une circonscription propre, dans le ressort de la circonscription du fonctionnaire

consulaire, chef du poste consulaire dont ils relèvent. Néanmoins, moyennant le consentement des autorités de l'Etat de résidence, les fonctionnaires consulaires peuvent exercer leurs attributions hors de la circonscription visée.

Article 43. Il appartient à l'Etat d'envoi de fixer les attributions de chaque fonctionnaire consulaire dans le cadre de la présente Convention, ainsi que la mesure dans laquelle il peut les exercer.

Article 44. Les dispositions de la présente Convention relatives aux attributions des fonctionnaires consulaires ne sont pas limitatives. Les fonctionnaires consulaires sont également autorisés à exercer d'autres attributions, à condition que

1. elles aient été conférées par l'Etat d'envoi,
2. elles n'entraînent pas de conflit avec la législation de l'Etat de résidence,
3. les autorités de l'Etat de résidence ne s'opposent pas à leur exercice.

Article 45. (1) Sans préjudice des dispositions de l'article 18, paragraphe (2), 2 :

- a) les fonctionnaires consulaires de carrière qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence;
- b) les employés consulaires qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence ou qui exercent une occupation privée de caractère lucratif dans cet Etat;
- c) les fonctionnaires consulaires honoraires

ne bénéficient que des immunités prévues au paragraphe (2) de l'article 9 et au paragraphe (2) de l'article 10, à moins que des facilités, priviléges et immunités supplémentaires ne leur soient accordés par l'Etat de résidence.

(2) Les membres du personnel de service qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence ou qui exercent une occupation privée de caractère lucratif dans cet Etat ne bénéficient que des immunités prévues au paragraphe (2) de l'article 10, à moins que des facilités, priviléges et immunités supplémentaires ne leur soient accordés par l'Etat de résidence.

(3) Les membres de la famille des personnes visées aux paragraphes (1) et (2) du présent article ne bénéficient que des facilités, priviléges et immunités qui pourraient leur être accordés par l'Etat de résidence.

(4) Les membres de la famille d'un membre du poste consulaire qui sont eux-mêmes ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence ou exercent une occupation privée de caractère lucratif dans cet Etat ne bénéficient que des facilités, priviléges et immunités qui pourraient leur être accordés par l'Etat de résidence.

(5) L'Etat de résidence exerce sa juridiction sur les personnes visées aux paragraphes (1) à (4) du présent article de façon à ne pas entraver indûment l'exercice des fonctions consulaires.

Article 46. Les différends relatifs à l'interprétation et à l'application des dispositions de la présente Convention et des échanges de lettres y annexés, qui surgiraient entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pas été réglés par la voie diplomatique, sont à porter, par l'une d'elles, devant la Cour internationale de Justice de La Haye, à moins que, dans un cas particulier, les Parties ne conviennent de déférer ces différends à une autre juridiction ou de les résoudre d'une autre manière.

Article 47. La présente Convention remplace et abroge la Convention consulaire conclue à Belgrade, le 5/17 janvier 1885¹, entre la Belgique et la Serbie et les articles 27 et 28 du Traité de commerce et de navigation conclu à Bruxelles, le 16 décembre 1926², entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Article 48. (1) La présente Convention doit être ratifiée et les instruments de ratification sont à échanger à Bruxelles aussitôt que faire se pourra. Elle entre en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification.

(2) La Convention reste en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes l'a dénoncée, pareille dénonciation devant être donnée par écrit et par la voie diplomatique.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

FAIT en deux exemplaires à Belgrade, le 30 décembre 1969, dans les langues française et serbo-croate, les deux textes faisant également foi.

Pour Sa Majesté
le Roi des Belges :

[Signé — Signed]³

Pour le Gouvernement
de la République socialiste
fédérative de Yougoslavie :

[Signé — Signed]⁴

ÉCHANGES DE LETTRES

1a

AMBASSADE DE BELGIQUE
BELGRADE

Belgrade, le 30 décembre 1969

Monsieur le Sous-Secrétaire,

Au moment de signer la Convention consulaire entre nos deux pays, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, de soumettre à Votre Excellence la proposition suivante qui, en cas d'accord, fera partie intégrante de la Convention :

«Dès l'entrée en vigueur de la Convention et aussi longtemps qu'elle le restera, chacun de nos Gouvernements accorde, sans préjudice des droits et avantages qui leur sont acquis en vertu du droit coutumier international ou de conventions en vigueur entre nos Etats, aux agents diplomatiques, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres du personnel de service de la mission diplomatique de l'autre Etat, dont la désignation aura été dûment notifiée par la voie diplomatique, un traitement non moins favorable que celui prévu pour les membres d'un poste consulaire, par les titres III et IV et l'article 45 de la Convention.

¹ De Martens, *Nouveau Recueil général des Traités*, deuxième série, tome XI, p. 646.

² Société des Nations. *Recueil des Traités*, vol. LXX, p. 371.

³ Signé par Marcel Rijmenans — Signed by Marcel Rijmenans.

⁴ Signé par Milorad Pešić — Signed by Milorad Pešić.

« De plus, les dispositions des articles 14, 17, numéro 1 et 22 de la Convention s'appliqueront également aux terrains et aux immeubles destinés ou servant exclusivement aux besoins officiels de la mission diplomatique de chaque Etat ou à la résidence d'un agent diplomatique ou d'un membre du personnel administratif et technique de la mission, étant entendu que les dispositions de l'article 17, numéro 1 ne s'appliqueront à une résidence que s'il s'agit de celle du chef de la mission; les dispositions de l'article 17, numéro 2 de la Convention s'appliqueront aussi aux biens mobiliers destinés ou servant exclusivement aux besoins officiels de la mission diplomatique de chaque Etat. »

Je saisirai cette occasion, Monsieur le Sous-Secrétaire, de renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

[*Signé — Signed*]¹

II a

SECRÉTARIAT D'ÉTAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Belgrade, le 30 décembre 1969

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence datée d'aujourd'hui relative à l'extension de certaines dispositions de la Convention consulaire à la mission diplomatique ou à ses membres et dont la teneur suit :

[*Voir lettre Ia*]

J'ai l'honneur de déclarer, pour l'information du Gouvernement belge, que le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie marque son accord sur la proposition formulée par Votre Excellence.

Je saisirai cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

[*Signé — Signed*]²

I b

AMBASSADE DE BELGIQUE BELGRADE

Belgrade, le 30 décembre 1969

Monsieur le Sous-Secrétaire,

Au moment de signer la Convention consulaire entre nos deux pays, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, d'attirer l'attention de Votre Excellence sur la communication suivante qui fera partie intégrante de la Convention :

¹ Signé par Marcel Rijmenans — Signed by Marcel Rijmenans.

² Signé par Milorad Pešić — Signed by Milorad Pešić.

« Aux termes du Traité d'Union économique Benelux, signé à La Haye, le 3 février 1958¹, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas se sont engagés notamment à appliquer, sous des conditions identiques, un régime commun en matière de franchise à l'importation au bénéfice des missions diplomatiques, des postes consulaires, des agents diplomatiques, des fonctionnaires consulaires de carrière, des membres du personnel administratif et technique des missions diplomatiques et des employés consulaires étrangers.

« Le Traité précise que la franchise dont il s'agit n'est applicable que si et dans la mesure où les Etats étrangers dont la mission diplomatique ou le poste consulaire est établi dans le territoire des Parties contractantes accordent une franchise correspondante en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas, sauf dispositions contraires dans des conventions internationales existantes.

« Je dois, par conséquent, informer Votre Excellence que s'il arrivait que quelque divergence s'élevât ultérieurement à ce sujet entre les obligations résultant dudit Traité d'Union économique, d'une part, et les dispositions de l'article 20 de la Convention consulaire et du deuxième alinéa du premier échange de lettres, d'autre part, le Gouvernement belge se verrait amené à proposer au Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie de modifier les dispositions en cause de la Convention consulaire et du premier échange de lettres de façon à éviter qu'elles ne soient en opposition avec le régime commun institué en application du Traité d'Union économique Benelux. »

Je saisirai cette occasion, Monsieur le Sous-Secrétaire, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

[Signé — Signed]²

II b

SECRÉTARIAT D'ÉTAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Belgrade, le 30 décembre 1969

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence, datée d'aujourd'hui, relative à l'article 20 de la Convention consulaire et au deuxième alinéa du premier échange de lettres entre nos deux pays et dont la teneur suit :

[Voir lettre Ib]

J'ai l'honneur de déclarer pour l'information du Gouvernement belge que le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie a pris note du contenu de la communication de Votre Excellence.

Je saisirai cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

[Signé — Signed]³

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 381, p. 165.

² Signé par Marcel Rijmenans — Signed by Marcel Rijmenans.

³ Signé par Milorad Pešić — Signed by Milorad Pešić.

Ic

AMBASSADE DE BELGIQUE
BELGRADE

Belgrade, le 30 décembre 1969

Monsieur le Sous-Secrétaire,

Au moment de signer la Convention consulaire entre nos deux pays, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, de soumettre à Votre Excellence la déclaration suivante qui, en cas d'accord, fera partie intégrante de la Convention :

« Chacun de nos Gouvernements désire prendre acte du fait qu'à son avis, tout Etat peut refuser de reconnaître au fonctionnaire consulaire d'un autre Etat le droit d'agir au nom d'un ressortissant de ce dernier Etat ou d'intervenir à son sujet si ce ressortissant est — ou était au moment de son décès — réfugié politique, sauf dans le cas où ce dernier s'adresse lui-même au fonctionnaire consulaire. »

Je saisirai cette occasion, Monsieur le Sous-Secrétaire, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

[Signé — Signed]¹

IIc

SECRÉTARIAT D'ÉTAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Belgrade, le 30 décembre 1969

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence datée d'aujourd'hui comportant une déclaration sur l'intervention d'un fonctionnaire consulaire au sujet d'un réfugié politique et dont la teneur suit :

[Voir lettre Ic]

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, à l'intention du Gouvernement belge, que le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie s'associe à cette déclaration.

Je saisirai cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

[Signé — Signed]²

¹ Signé par Marcel Rijmenans — Signed by Marcel Rijmenans.

² Signé par Milorad Pešić — Signed by Milorad Pešić.

[SERBO-CROATIAN TEXT — TEXTE SERBO-CROATE]

**KONZULARNA KONVENCIJA IZMEDJU KRALJEVINE BELGIJE
I SÖCIALISTICKE FEDERATIVNE REPUBLIKE JUGOSLAVIJE**

Njegovo Veličanstvo Kralj Belgijanaca i

Vlada Socijalističke Federativne Republike Jugoslavije

U želji da utvrde uslove prijema konzularnih funkcionera na svojim teritorijama kao i da odrede uzajamna prava, imunitete i privilegije i njihova ovlašćenja, i u želji da olakšaju zaštitu fizičkih i pravnih lica svake Visokе Strane ugovornice na teritoriji druge, kao i zaštitu njihovih prava i interesa odlučili su da u tom cilju zaključe Konzularnu konvenciju i naimenovali svoje opunomoćenike :

Njegovo Veličanstvo Kralj Belgijanaca :

Njegovu Ekselenciju gospodina Marcela Rijmenansa, ambasadora Belgije u Beogradu,

Vlada Socijalističke Federativne Republike Jugoslavije :

Podsekretara u Državnom sekretarijatu za inostrane poslove Milorada Pešića,

Koji su se, pošto su razmenili svoja punomoćja i našli da su ona u dobroj i ispravnoj formi, saglasili o sledećem :

DEO I

POLJE PRIMENE I DEFINICIJE

Član 1. Visoke Strane ugovornice su zaključile ovu Konvenciju u cilju da dopune Bečku konvenciju o konzularnim odnosima od 24. aprila 1963. godine, na osnovu njenog člana 73. i da, zavisno od slučaja, prošire polje njene primene.

Član 2. U smislu ove Konvencije,

(1) pod nazivom "država imenovanja" podrazumeva se Visoka Strana ugovornica koja imenuje konzularnog funkcionera;

(2) pod nazivom "država prijema" podrazumeva se Visoka Strana ugovornica na čijoj teritoriji konzularni funkcioner vrši dužnosti koje mu nalaže njegovo zvanje; ovaj naziv odnosi se na društveno-političke zajednice, ili pak politička, administrativna ili teritorijalna područja ove Visoke Strane ugovornice;

(3) pod nazivom "konzularni funkcioner" podrazumeva se svako lice propisno naimenovano od strane države imenovanja u cilju obavljanja konzularnih funkcija u državi prijema, u svojstvu generalnog konzula, konzula, vice-konzula i konzularnog agenta, a koje bude prihvачeno da vrši ove funkcije shodno članu 4;

Konzularni funkcioner može biti karijerni ili počasni;

(4) pod nazivom "konzularni službenik" podrazumeva se svako lice koje je država prijema prihvati posle saopštenja predviđenog u članu 5, da obavlja administrativne ili tehničke poslove u konzularnom predstavništvu države imenovanja;

(5) pod nazivom "član pomoćnog osoblja" podrazumeva se svako lice odredjeno da vrši poslužne dužnosti u konzularnom predstavništvu zemlje imenovanja;

(6) pod nazivom "član konzulata" podrazumevaju se svi konzularni funkcioneri, konzularni službenici i članovi pomoćnog osoblja;

(7) pod nazivom "konzulat" podrazumeva se svako konzularno nadleštvo-generalni konzulat, konzulat, vice-konzulat ili konzularna agencija;

(8) pod nazivom "konzularne prostorije" podrazumeva se svaka zgrada ili deo zgrade, kao i okolno zemljište koji se koriste u jednom od ciljeva navedenih u stavu (1) člana 14, izuzimajući prostorije namenjene isključivo za stanovanje članova konzulata;

(9) pod nazivom "konzularna arhiva" podrazumeva se pismena, isprave, prepiska, knjige, filmovi, magnetofonske trake, registri i šifrovani materijal konzulata, kao i kartoteka i nameštaj namenjen za njihovu zaštitu i čuvanje;

(10) pod nazivom "konzularno područje" podrazumeva se teritorija u državi prijema u čijim granicama konzularni funkcioner obavlja svoje funkcije;

(11) pod nazivom "brod države imenovanja" podrazumeva se svako plovilo koje je upisano ili registrovano shodno propisima države imenovanja, izuzev ratnih brodova;

(12) pod nazivom "nadležna vlast" podrazumevaju se ili Ministarstvo inostranih poslova ili Državni sekretarijat za inostrane poslove.

DEO II

OTVARANJE KONZULATA

Član 3. (1) Svaka Visoka Strana ugovornica ima pravo da otvori i održava konzulate na teritoriji druge Strane ugovornice.

(2) Sedište konzulata i veličinu konzularnog područja zajednički određuju Visoke Strane ugovornice.

Član 4. (1) Diplomska misija države imenovanja dužna je da obavesti nadležnu vlast države prijema o imenovanju ili određivanju svakog lica u svojstvu konzularnog funkcionera i prema slučaju da joj dostavi patentno pismo ili sličan akt. U patentnom pismu ili sličnom aktu naznačuje se konzularno područje.

(2) Nadležna vlast države prijema izdaje, što je moguće pre i bez naplate takse, egzekvaturu ili drugu dozvolu šefu konzulata i drugim konzularnim funkcionerima premeštenim u konzulat. U egzekvaturi se naznačuje konzularno područje.

(3) Po dobijanju egzekvature ili druge dozvole, konzularni funkcioner može da obavlja svoje funkcije, i da se koristi odredbama ove Konvencije. Do izdavanja egzekvature ili druge dozvole, država prijema može pristati da on privremeno obavlja svoje funkcije i koristi se ovim odredbama.

Član 5. Nadležna vlast države prijema mora biti obaveštena o premeštaju u konzulat svakog konzularnog službenika i člana pomoćnog osoblja i izveštavana o njihovim privatnim adresama u državi prijema.

Član 6. Država imenovanja može odrediti jednog ili više članova diplomatske misije akreditovane kao države prijema da u okviru ove, obavlja pored diplomatskih i konzularne funkcije. Ovo imenovanje mora biti učinjeno shodno odredbama člana 4. ili člana 5, prema slučaju.

Član 7. (1) U slučaju sprečenosti, odsustva ili smrti konzularnog funkcionera, šefa konzulata, država imenovanja može da odredi lice koje će privremeno rukovoditi konzulatom. Ovo imenovanje se saopštava nadležnoj vlasti države prijema. Ovo lice uživaće, za vreme trajanja svoje misije, isti postupak kao onaj koji se priznaje konzularnom funkcioneru koga zamenjuje ili, u slučaju da mu je povoljnije, postupak koji je uživao do tada.

(2) Podrazumeva se, međutim, da država prijema nije obavezna, na osnovu stava (1) ovog člava, da licu koje je odredjeno da privremeno vodi poslove konzulata priznaje prava, imunitete ili privilegije čije je obavljanje ili korišćenje podredjeno uslovima koji su utvrđeni ovom Konvencijom a koje ovo lice ne ispunjava.

DEO III

OPŠTA PRAVA, IMUNITETI I PRIVILEGIJE

Član 8. Država prijema je dužna da preduzme sve potrebne mere radi obezbeđenja zaštite konzulata i stana konzularnih funkcionera.

Član 9. (1) Sa izuzetkom suprotnih odredaba ove Konvencije, članovi konzularnog predstavnštva podležu jurisdikciji sudskih ili upravnih vlasti države prijema, shodno propisima te države.

(2) Članovi konzulata ne podležu jurisdikciji sudskih ili upravnih vlasti države prijema za akta koja su učinili u okviru nadležnosti koje su im priznate članovima 24. do 40, 43. i 44. ove Konvencije i medjunarodnim pravom, osim ako se država imenovanja u odredjenom slučaju nije prethodno odrekla diplomatskim putem ovog imuniteta.

(3) Odredbe stava (2) ovog člana ne izuzimaju ni u kom slučaju člana konzulata od gradjanskog postupka kada su u pitanju :

1. obaveze koje je prihvatio a da izričito nije delovao u svojstvu predstavnika svoje vlade;
2. pokretanje postupka od strane trećeg lica koje traži naknadu štete prouzrokovane motornim vozilom (uključujući prikolice), brodom ili vazduhoplovom, pri čemu se podrazumeva da motorna vozila (uključujući prikolice), brodovi i vazduhoplovi, lična svojina člana konzulata, moraju biti potpuno osigurana prema trećim licima u pogledu gradjanske odgovornosti koja proističe iz njihove upotrebe i da svaki ugovor o osiguranju mora biti u skladu sa zakonskim propisima države prijema.

(4) Karijerni konzularni funkcioner ne može biti pritvoren ili stavljen u istražni zatvor zbog dela počinjenih van obavljanja službenih funkcija, u slučaju prekršaja zakonskih propisa države prijema kažnjivih kaznom lišenja slobode od maksimalno pet godina ili blažom kaznom.

I u ovom slučaju hapšenje ili pritvor je moguć uz pristanak države imenovanja.

Ipak, on može biti zatvoren radi izdržavanja kazne lišenja slobode na osnovu izvršne presude donete u krivičnoj stvari.

Član 10. (1) Članovi konzulata mogu biti pozvani da svedoče pod rezervom stava (2) i (3) ovog člana. Sudske ili upravne vlasti koje traže njihovo svedočenje treba da preduzmu sve korisne mere kako obavljanje njihovih službenih funkcija ne bi bilo ometano a, u slučaju karijernih konzularnih funkcionera, ovo svedočenje

može se uzeti u konzulatu ili u stanu konzularnog funkcionera svaki put kad je to moguće učiniti prema zakonskim propisima države prijema.

(2) Članovi konzulata mogu međutim, odbiti da svedoče o svakoj činjenici koja se odnosi na obavljanje njihovih službenih funkcija, da podnesu dokumenta ili predmete koji pripadaju konzularnoj arhivi ili da ih ustupe. Takvom traženju se međutim, može udovoljiti, u interesu pravde, ako konzularni funkcioner koji rukovodi konzulatom oceni da je to moguće učiniti bez uštrba po interesu države imenovanja.

(3) Konzularni funkcioneri i konzularni službenici ne mogu biti predmet prinudnih mera koje imaju za cilj da ih privedu pred sud kao svedoke ili da daju iskaze.

Član 11. (1) Organi države prijema mogu ući u prostorije konzulata samo na osnovu odobrenja konzularnog funkcionera koji rukovodi konzulatom, njegovog zamenika ili šefa diplomatske misije države imenovanja. Smatra se, međutim, da je dozvola šefa konzulata, njegovog zamenika ili šefa diplomatske misije dobijena u slučaju požara ili druge elementarne nesreće koje zahtevaju hitnu zaštitnu akciju.

(2) Azil ne može biti dat u konzularnim prostorijama licima za kojim tragaju sudske vlasti.

(3) Pristup u konzularne prostorije, radi ciljeva koje predviđa stav (1) ovog člana, ne može narušiti nepovrednost konzularnih arhiva.

(4) Ako su dokumenta ili imovina koji nemaju nikakve veze sa vršenjem zvaničnih funkcija člana konzulata deponovani u zgradu u kojoj se nalazi konzulat, član konzulata treba da preduzme potrebne mere kako bi se primena zakonskih propisa države prijema u pogledu ovih dokumenata ili imovine odvijala bez smetnji.

(5) Ako ima razloga da se veruje da se počasni konzularni funkcioner poziva na nepovrednost konzularne arhive ili imunitet konzularnih prostorija shodno stavu (1) ovog člana, za ciljeve koji nemaju veze sa konzularnim funkcijama, vlasti države prijema mogu ući u konzularne prostorije u prisustvu jednog predstavnika diplomatske misije države imenovanja.

Član 12. (1) Konzularni funkcioneri i konzularni službenici kao i članovi njihove porodice koji žive u njihovom domaćinstvu, članovi pomoćnog osoblja i članovi privatne posluge koji nisu državljeni niti stalno borave u državi prijema, a nalaze se isključivo u službi karijernog konzularnog funkcionera, oslobođeni su pridržavanja odredaba o opštem regulisanju boravka stranaca u državi prijema i ne mogu biti proterani, sem, u ovom poslednjem slučaju, ako se radi o članovima pomoćnog osoblja i privatne posluge.

(2) Licima koja imaju pravo da se koriste odredbama ovog člana izdaje se posebna lična isprava staranjem nadležne vlasti.

Član 13. (1) Članovi konzulata, kao i članovi njihovih porodica koji žive u njihovom domaćinstvu, oslobođeni su, u državi prijema, svakog obveznog služenja u oružanim snagama ili drugim organizacijama koje je neposredno ili posredno povezano sa nacionalnom odbranom, osobne dužnosti u javnim službama, uključujući i policiju, kao i dužnosti porotnika. Takođe su oslobođeni svih davanja u novcu ili u naturi kojima se zamenjuju službe ili dužnosti koje se zahtevaju po ličnom osnovu.

(2) Odredbe stava (1) ovog člana primenjuju se i na počasne konzularne

funkcionere, pod uslovom da nisu državljeni države prijema ili da nisu stalno u njoj nastanjeni.

Član 14. (1) Država imenovanja ima pravo :

1. da stiče ili poseduje u svojini ili na uživanje, u svim oblicima koje predviđaju zakonski propisi države prijema, zemljišta i nekretnine za ostvarenje ili održavanje konzulata ili rezidencije konzularnog funkcionera ili konzularnog službenika, ili u sve druge svrhe u vezi sa radom konzularnog predstavništva države imenovanja a kojima se država prijema ne protivi;
2. da gradi, u iste svrhe, zgrade na stečenim zemljištima;
3. da otudjuje zemljišta i zgrade stečene ili sagradjene na ovaj način.

(2) Odredbe stava (1) ovog člana ne oslobadjavaju državu imenovanja obaveze da se pridržava uslova koje propisuje zakonodavstvo države prijema. Država imenovanja je dužna takodje da se pridržava pravila i ograničenja koja se odnose na izgradnju i urbanizam, a koja se primenjuju na zonu u kojoj se nalaze ili će se nalaziti zemljišta i pomenute zgrade.

Član 15. Država prijema dozvoljava :

1. da grb države imenovanja, kao i prigodan natpis na zvaničnom ili na zvaničnim jezicima ove države koji obeležavaju konzulat, budu postavljeni na ogradu i spoljni zid zgrade u kojoj se nalazi konzulat, ulazna vrata konzulata ili pored ovih;
2. da se grb države imenovanja postavi na ogradu i spoljni zid zgrade koja služi za rezidenciju šefa konzulata, na ulazna vrata ove rezidencije ili pored ovih;
3. da zastava države imenovanja ili zastava konzulata bude istaknuta na konzulatu kao i na rezidenciji šefa konzulata.
4. da grb države imenovanja kao i njena državna ili konzularna zastava budu postavljeni, odnosno istaknuti na vozilima i brodovima koje konzularni funkcioneri koriste za obavljanje svojih zvaničnih funkcija.

Član 16. (1) Država imenovanja uživa oslobođenje od svih oblika rekvizicije za ciljeve narodne odbrane ili javnih interesa u pogledu :

1. konzularnih prostorija, uključujući nameštaj i uređajevi koji se u njima nalaze;
2. Vozila, brodova i vazduhoplova konzulata.

(2) Član konzulata uživa isto oslobođenje kada se radi :

1. o njegovoj privatnoj rezidenciji, uključujući nameštaj i instalacije koje se u njoj nalaze;
2. vozilima, brodovima i vazduhoplovima čiji je on vlasnik.

(3) Odredbe stava (2) ovog člana primenjuju se na počasne konzularne funkcionere, pod uslovom da nisu državljeni ni stalno nastanjeni u državi prijema.

(4) Međutim, adredbe prethodnih stavova ovog člana ne sprečavaju državu prijema da ekspropriše ili oduzme u cilju naredne odbrane ili javnog interesa, shodno svojim zakonskim propisima, konzularne prostorije države prijema ili rezidenciju članova konzulata ove države. Ako je potrebno preduzeti ovakvu meru po pitanju jednog od ovih dobara, moraju se preduzeti sve mere kako bi se izbeglo ometanje vršenja konzularnih funkcija.

Osim toga, u slučaju eksproprijacije ili oduzimanja predviđa se hitna i odgovarajuća naknada. Treba omogućiti da se ova naknada prenese u državu imenovanja u razumnom roku.

DEO IV

FISKALNE POVLASTICE

Član 17. Država imenovanja je oslobođena svih poreza i svih sličnih obaveza bilo koje vrste, koje ustanovi ili ubira država prijema, u pogledu:

1. sticanja u svojinu ili na uživanje, svojine, uživanja, zauzimanja, izgradnje ili uredjivanja zemljišta ili zgrada, koji su namenjeni ili služe isključivo za zvanične potrebe konzulata ili za rezidenciju konzularnog karijernog funkcionera koji je šef konzulata.
2. sticanja, svojine, posedovanja ili korišćenja svih pokretnih dobara, opreme, nameštaja, konstrukcionog materijala i drugih predmeta, uključujući tu vozila, brodove i vazduhoplove, koji su namenjeni ili služe isključivo za zvanične potrebe konzulata, s tim što se podrazumeva da je oslobođenje od dažbina i taksa koje se naplaćuju prilikom ili usled uvoza ili ponovnog izvoza, isključivo predmet odredaba člana 20.

Član 18. (1) Karijerni konzularni funkcioneri ne mogu obavljati u državi prijema nikakvo privatno zanimanje unosnog karaktera.

(2) Država prijema ne uvodi i ne ubira nikakav porez ili drugu sličnu obavezu bilo kakve prirode na teret države imenovanja i članova konzulata na:

1. dažbine i takse koji se ubiraju u ime države imenovanja na ime naknade za konzularne usluge ili priznanice kojima se potvrđuje naplata ovih dažbina i taksa;
2. zarade, nadnice, plate ili dodatke koji na ime nagradjivanja za obavljanje svojih zvaničnih funkcija primaju članovi konzulata koji nisu državljeni niti stalno nastanjeni u državi prijema; konzularni službenici i članovi poslužnog osoblja uživaju ovo oslobođenje samo ako ne obavljaju neko privatno zanimanje unosnog karaktera u ovoj državi;
3. za dela koja izvrši konzularni funkcioner ili konzularni službenik u svom zvaničnom svojstvu i koja spadaju u okvir konzularnih poslova.

Član 19. (1) Pod rezervom stava (2) i (3) ovog člana, karijerni konzularni funkcioneri i konzularni službenici države imenovanja, kao i članovi njihovih porodica koji su u njihovom domaćinstvu, oslobođeni su u državi prijema svih poreza ili drugih sličnih dažbina bilo koje vrste koje zavodi ili ubira ova država, pri čemu se podrazumeva da je oslobođenje od dažbina i taksa koje se uplaćuju prilikom ili zbog uvoza ili ponovnog izvoza, isključivo predmet odredaba člana 20.

(2) Odredbe člana 17, 18, stav (2) tačka 1 i 3 i stav (1) ovog člana primenjuju se jedino na poreze ili druge slične dažbine koje bi lično dugovali država imenovanja, konzularni funkcioner, konzularni službenik ili član njihove porodice da nije predvidjeno oslobođenje. Ove odredbe ne primenjuju se na poreze ili druge slične dažbine koje po zakonu duguje neko drugo lice, čak ako porez ili obaveza pogadja državu imenovanja, konzularnog funkcionera, konzularnog službenika ili člana njihove porodice.

(3) Odredbe stava (1) ovog člana ne primenjuje se na poreze ili druge slične dažbine bilo koje prirode koji se zavode ili ubiraju na

1. sticanje u vlasništvo ili na uživanje, vlasništvo, uživanje, stavljanje hipoteke ili držanje nepokretnosti koje se nalaze u državi prijema;

2. na prihode koji nisu pomenuti u stavu (2), tačka 2 člana 18 i koji potiču iz izvora koji se nalaze u državi prijema;
3. prilikom ili iz razloga transfera imovine na osnovu poklona;
4. prilikom ili iz razloga prenosa imovine na osnovu nasledja bilo da je konzularni funkcioner, konzularni službenik ili član njegove porodice umrli ili korisnik tog nasledja;
5. na transakcije ili instrumente za vršenje transakcija, kao što su takse na prodaju ili prenos novca ili pokretne imovine ili fiskalne takse propisane ili ubrane u vezi sa tim transakcijama, sa izuzetkom poreza ili drugih dažbina na prenos robe namenjene isključivo zvaničnim potrebama konzulata ili ličnoj upotrebi konzularnog funkcionera, konzularnog službenika ili člana njegove porodice koji živi u zajedničkom domaćinstvu;
6. prilikom vršenja usluga od strane sudske ili upravne vlasti.

(4) Bez obzira na odredbe stava (3) ovog člana, u slučaju smrti člana konzulata ili člana njegove porodice koji živi u njegovom domaćinstvu, pokretna imovina koja čini deo nasledstva i čije prisustvo u državi prijema je jedino zavisilo od prisustva ostavioца u toj državi u svojstvu člana konzulata ili člana njegove porodice, oslobođeni su svih naslednih i prenosnih taksa, kao i svih sličnih dažbina koje propisuje država prijema.

Član 20. (1) Dozvoljen je uvoz u državi prijema i sledstveno tome i ponovni izvoz i oslobođeni su plaćanja svih dažbina i drugih taksa bilo koje prirode koje propisuje ili ubira ova država, prilikom ili na osnovu uvoza ili ponovnog izvoza,

1. svi amblemi i zvanična dokumenta, nameštaj i kancelarijski pribor koji je dostavila država imenovanja ili koji su dostavljeni u njeno ime konzulatu za zvaničnu upotrebu;
2. svi predmeti namenjeni u zvanične svrhe, ubrajajući u njih vozila, brodove i vazduhoplove, koje je poslala država imenovanja ili koji su poslati u njeno ime konzulatu, pod uslovom da tim konzulatom upravlja karijerni konzularni funkcioner;
3. proizvodi koji se gaje, proizvode ili izradjuju u državi imenovanja i namenjeni su da budu izloženi u konzularnim prostorijama kao trgovački uzorci, pod uslovom da kasnije budu izvezeni ili uništeni.

(2) Takodje je dozvoljen uvoz u državu prijema i sledstveno tome ponovni izvoz uz isto oslobođenje, čitavog prtljaga, stvari i drugih predmeta, podrazumevajući vozila, brodove i vazduhoplove koji su isključivo namenjeni ličnoj upotrebi karijernih konzularnih funkcionera, i članova njihovih porodica koji žive u njihovom domaćinstvu i koji su uvezeni prilikom njihovog prvog nastanjenja ili za vreme dok se nalaze na dužnosti, ili ličnoj upotrebi konzularnih službenika, a uvezenih prilikom njihovog prvog nastanjenja ili u roku od šest meseci od njihova dolaska.

(3) Odredbe ovog člana ne narušavaju primenu propisa države prijema koji zabranjuju uvoz izvesnih predmeta i proizvoda ili ovaj uvoz podredjuju izvesnim uslovima.

(4) Oslobođenja predvidjena u ovom članu ne mogu se tumačiti kao da daju pravo na naknadu dažbina i taksa plaćenih na predmete koji se nalaze u slobodnom prometu u državi prijema.

Član 21. Kod ustupanja pokretne imovine i drugih predmeta uključujući tu

vozila, brodove i vazduhoplove koji su uvezeni ili kupljeni uz oslobođenje dažbina i taksa na osnovu odredaba dela IV, ove odredbe ne ovlašćuju državu imenovanja, konzularne funkcionere, konzularne službenike i članove njihovih porodica da zahtevaju oslobođenje dažbina i taksa koje se mogu tražiti u trenutku ustupanja, ukoliko korisnik nije takodje oslobođeovih dažbina i taksa prema ovoj Konvenciji, ili po nekom drugom osnovu.

Član 22. Ne priznaje se nikakvo oslobođenje od dažbina i taksa ili drugih sličnih obaveza bilo koje prirode, koje država prijema zavodi ili ubira na ime naknade za učinjene usluge.

Član 23. Država imenovanja, članovi konzulata i članovi njihove porodice treba da se pridržavaju formalnosti koje propisuju upravne vlasti države prijema u pogledu primene odredaba dela IV.

DEO V

NADLEŽNOSTI KONZULARNIH FUNKCIONERA U GRADJANSKIM I UPRAVNIM STVARIMA

Član 24. (1) Konzularni funkcioneri imaju pravo na štite državljanine države imenovanja i da brane njihova prava i interes. U tom cilju oni mogu naročito

1. da intervenišu između ostalog u pitanjima koja se odnose na njihov ulazak, boravak i izlazak iz zemlje prijema, na vršenje profesionalne ili unosne delatnosti, na uživanje gradjanskih i svih drugih prava na osnovu važećih konvencija ili sporazuma;
2. sa izuzetkom odredaba člana 25., da razgovaraju, naročito u konzulatu, i da opšte sa svakim državljaninom države imenovanja i da ga savetuju;
3. da traže obaveštenja u vezi sa svakim incidentom koji je pogodio ili bi mogao pogoditi interese takvog državljanina;
4. da pomaže državljanine države imenovanja u njihovom opštenju sa sudskim ili upravnim vlastima države prijema, da im pomaže u postupku pred tim vlastima, da im obezbede u tom cilju, ako zakonodavstvo države prijema to dozvoljava, pomoći pravnika ili svakog drugog lica i da, sa ovlašćenjem tih vlasti, služi ovim državljanima kao tumač ili da odredi tumača koji će im pomagati.

(2) Konzularni funkcioneri mogu, osim toga, bez štete po primenu nacionalnih zakonodavstava i konvencija koje su na snazi između Visokih Strana ugovornica po pitanju socijalnog osiguranja,

1. da primaju penzije ili dodatke za državljanine države imenovanja koji se ne nalaze u državi prijema;
2. da isplaćuju svakom korisniku dodatke, penzije ili naknade shodno zakonodavstvu države imenovanja ili medjunarodnim konvencijama u socijalnim stvarima;
3. da primaju nadjene predmete koji pripadaju državljanima države imenovanja u cilju njihovog dostavljanja vlasnicima.

Član 25. (1) Državljanini države prijema imaju u svako vreme pravo da opšte sa konzularnim funkcionerom i da odu u konzularno predstavništvo, pod rezervom odredaba stavova (2) do (4) ovog člana.

(2) Konzularni funkcioneri moraju biti obavešteni u kratkom roku, od strane vlasti države prijema, o stavljanju u zatvor svakog državljanina države imenovanja,

o njegovom pritvoru, o stvaranju u istražni zatvor ili o njegovom hapšenju u bilo kojem vidu.

(3) Pod rezervom zakonskih odredaba države prijema koje se odnose na zabranu opštenja zbog potrebe istrage, konzularni funkcioneri su ovlašćeni da posete, što je moguće pre, svakog državljanina države imenovanja koji je uhapšen ili pritvoren u državi prijema da razgovara sa njim na jeziku koji on odabere, čak na samo da opšti sa njim i da preduzme mere u vezi sa njegovim zastupanjem na sudu. Pod istom rezervom svako saopštenje takvog državljanina koje je namenjeno konzularnom funkcioneru treba da bude dostavljeno ovom poslednjem bez odlaganja preko vlasti države prijema.

(4) Konzularni funkcioneri imaju pravo, po saopštenju nadležnoj vlasti i u skladu sa zatvorskim pravilnikom, da posete pod razumnim uslovima i u razumnim rokovima, državljanina države imenovanja koji je osudjen i koji izdržava kaznu zatvora. Oni takođe imaju pravo da razmenjuju sa zatvorenicima državljanima države imenovanja prepisku pod razumnim uslovima i u razumnim rokovima. Ova prepiska se obavlja prema zatvorskom pravilniku.

Član 26. Konzularni funkcioneri imaju pravo

1. da izdaju pasoše i druge putne isprave državljanima države imenovanja i svakom drugom licu koje ispunjava uslove za dobijanje istih;
2. da izdaju lična dokumenta državljanima države imenovanja;
3. da izdaju sve vrste viza ili svaki dokumenat za ulazak u državu imenovanja;
4. da izdaju za robu uverenje o poreklu ili o provenijenci i druge slične isprave;
5. da overavaju potpise vlasti i javnih službenika države imenovanja i države prijema;
6. da izdaju uverenja o životu, uverenja o prisutnosti i uverenja koja zahteva država prijema;
7. da izdaju kopije verne originalu svakog dokumenta koji je izdat shodno zakonodavstvu države imenovanja.

Član 27. (1) Konzularni funkcioneri imaju pravo da vrše prevode svih vrsta dokumenata bez obzira na lica, vlasti i zemlju odakle potiču.

(2) Ako dokumenta koja se prevode treba da budu podneta nekoj vlasti države prijema, ova država može zahtevati da prevod bude overen od strane sudskeg ili zakletog tumača.

Član 28. (1) Konzularni funkcioneri imaju pravo

1. da primaju svako saopštenje koje predviđaju propisi države imenovanja u vezi sa državljanstvom i da vode o tome registar;
2. da sastavljaju ili da primaju izvode iz matičnih knjiga rodjenih ili umrlih ili svaki drugi akt koji se odnosi na gradjansko stanje državljanina države imenovanja;
3. da primaju svaku izjavu, ovlašćenje ili pristanak i da vrše obaveštavanje koji su predviđeni zakonodavstvom države imenovanja u cilju zaključivanja braka jednog od njenih državljana;
4. da sklapaju brakove pod uslovom da su budući supružnici državljeni države imenovanja i da nijedan od njih nije istodobno državljan države prijema.

(2) Prijem svakog akta o gradjanskom stanju, kao i zaključenje braka pred konzularnim funkcionerom, ne oslobadja uopšte zainteresovane od obaveza koje predviđa zakonodavstvo države prijema u vezi sa potrebnim izjavama ili upisima.

Član 29. Konzularni funkcioneri imaju pravo da objavljaju obaveštenja namenjena državljanima države imenovanja i da primaju njihove izjave u vezi sa :

- a) vounom obavezom;
- b) svakim drugim pitanjem koje se odnosi na njihova prava, obaveze ili interese, ukoliko su ova saopštenja i izjave u skladu sa zakonskim odredbama ili propisima države prijema.

Član 30. (1) Priznaju se kao važeća od strane države prijema, prema slučaju, sledeća beležnička akta ili vanparnična akta sastavljena ili primljena prema zakonodavstvu države imenovanja u državi prijema ili na brodu države imenovanja od strane konzularnih funkcionera te države koja ih je za to ovlastila :

1. akta i ugovori koji se isključivo odnose na državljane države imenovanja;
2. ugovori o braku između državljana države imenovanja;
3. akta o saglasnosti za sklapanje braka državljana države imenovanja, bez obzira na državljanstvo roditelja od kojih se dobija saglasnost;
4. molbe državljana države imenovanja za saglasnost roditelja za zaključenje braka;
5. akta koja sadrže izjavu državljana države imenovanja o priznavanju vanbračnog deteta;
6. sva akta i ugovori, osim onih navedenih pod gornjim tačkama 2. do 5, u kojima strane ili jedna od njih nisu državljani države imenovanja, pod uslovom da se ova akta i ugovori odnose na imovinu koja se nalazi ili na poslove koji treba da se zaključe u toj državi, ukoliko to nije u suprotnosti sa zakonskim propisima države prijema.

(2) Odredbe stava (1) ovog člana ne oslobadjavaju ni u kojem slučaju zainteresovane pridržavanja zakonskih propisa države prijema u pogledu potrebnog upisa.

(3) Odredbe stava (1) ovog člana ne primenjuju se na akta i ugovore koji se odnose na sticanje ili prenos stvarnih prava na nekretnine ni na akta i ugovore koji se odnose na sticanje ili prenošenje trgovackog fonda koji se nalazi u državi prijema.

(4) Otpravci, kopije ili izvodi akata sastavljenih ili primljenih na osnovu ovog člana, propisno overeni od strane konzularnog funkcionera i snabdeveni početkom konzulata verodostojni su i imaju kako pred sudom tako i van suda istu dokaznu snagu u zemlji prijema kao da su ovi otpravci, kopije ili izvodi sačinjeni pred beležnikom, javnim službenikom ili drugim nadležnim organom jedne ili druge države, pod uslovom da su ova dokumenta sastavljena u formi koju predviđa zakonodavstvo države imenovanja kao i da su, eventualno snabdevena taksom i registrovana kao i da ispunjavaju druge formalnosti koje se zahtevaju u toj materiji u državi u kojoj akt treba da se izvrši.

(5) U slučaju da se posumnja u verodostojnost otpravka akta sastavljenog ili primljenog na osnovu ovog člana, zainteresovano lice može da zahteva, shodno zakonodavstvu države imenovanja, srađivanja sa originalom.

Član 31. (1) Konzularni funkcioneri imaju pravo da organizuju zaštitu maloletnika i nesposobnih lica državljana države imenovanja, u skladu sa zakonodavstvom te države.

(2) Ako treba da se organizuje zaštita maloletnika ili nesposobnog lica državljana države imenovanja, koje boravi u državi prijema, vlasti ove države su dužne, čim saznaju za tu okolnost, da o tome obaveste konzularnog funkcionera.

Ovaj funkcioner treba što je moguće ranije da izvesti vlasti države prijema da je organizovao ili da će organizovati starateljstvo.

- (3) Odgovarajuće vlasti države prijema imaju pravo, u skladu sa zakonodavstvom ove države a u cilju očuvanja interesa maloletnika ili nesposobnog lica :
- da u slučaju potrebe preduzmu sve potrebne zaštitne mere ili
 - da organizuju starateljstvo u slučaju da konzularni funkcioner obavesti vlasti da neće organizovati starateljstvo.

Član 32. (1) 1. Kada odgovarajuće vlasti države prijema saznaju da postoji u toj državi :

- nasledje po testamentu ili bez testamenta državljanina države imenovanja a osim javnog administratora ili slične vlasti ne postoji nikakvo lice koje je ovlašćeno da zahteva da upravlja ovim nasledjem i da je prisutno ili zastupljeno, ili
- imovina ili prava koja propadaju nasledju po testamentu ili bez testamenta u vezi kojeg konzularni funkcioner može imati pravo da interveniše prema odrdbama stava (5) ovog člana,
one su dužne da o tome obaveste konzularnog funkcionera.

2. Konzularni funkcioner je dužan isto tako da o tome obavesti odgovarajuće vlasti ako dobije obaveštenje na drugi način.

(2) Konzularni funkcioner ima pravo da zajedno sa odgovarajućim organom, stavlja ili skida pečate, kao i da sastavlja inventar. Međutim, u slučaju da zakašnjenje može da ugrozi nasleđstvo, konzularni funkcioner ili odgovarajući organ ima pravo da sam obavlja ove radnje pod uslovom da o tome bez odlaganja obavesti drugi organ u cilju obezbedjenja njegove saradnje u daljem postupku.

(3) U slučajevima predviđenim u stavu (1) tačka 1. a) ovog člana, konzularni funkcioner može, shodno zakonodavstvu države prijema, da preduzme ili da osigura preduzimanje potrebnih mera obezbedjenja.

(4) Po svim pitanjima koja mogu da se postave u vezi sa otvaranjem, upravljanjem ili likvidacijom nasledja državnjana države imenovanja u državi prijema, konzularni funkcioneri su ovlašćeni da punopravno predstavljaju nesposobne ili odsutne naslednika iz države prijema koji su državljeni države imenovanja ukoliko ovi poslednji nisu propisano predstavljeni. Oni su zvanično priznati kao predstavnici ovih naslednika i nisu dužni da dokazuju svoje ovlašćenje posebnim punomoćjem.

(5) Ako su državljeni države imenovanja, zainteresovani za nasleđe koje je otvoreno u državi prijema nesposobni ili odsutni iz te države i nemaju predstavnika, konzularni funkcioner može, bez obzira na državljanstvo ostavioča, da dejstvuje kao njihov predstavnik a da nije dužan da podnese nikakvo posebno punomoćje. Intervencija konzularnog funkcionera prestaje čim su ovi državljeni prisutni ili propisno predstavljeni.

Odredbe ovog stava ne mogu ići na uštrb prava priznatnih na osnovu ugovora konzularnim funkcionerima države čiji je državljanin bio ostavilac.

(6) Konzularni funkcioner u svojstvu predstavnika zainteresovanih lica ne može da bude lično odgovoran pred nadležnim vlastima u pitanjima koja se odnose na nasleđe.

(7) Ako državljanin države imenovanja umre prilikom obilaska ili prelaska preko države prijema a da u njoj nema ni svoje boravište ni stalno prebivalište, kon-

zularni funkcijer ima pravo u cilju očuvanja novaca i stvari koje su bile vlasništvo pokojnika, da ih odmah stavi na sigurno mesto,

- a) nakon eventualnog podmirenja prava zaloga u korist lica koje je nastanjeno ili ima stalno prebivalište u državi prijema;
- b) uz rezervu prava administrativnih i sudskih vlasti države prijema da ih preuzmu ako je to u interesu pravde.

(8) Ako konzularni funkcijer vrši prava u oblasti nasledja pomenuta u ovom članu, on se mora pridržavati zakonodovstva države prijema.

Član 33. (1) Konzularni funkcijer može, u cilju predaje državljaninu države imenovanja koji se ne nalazi na teritoriji države prijema, da primi svaki iznos u novcu ili svaku imovinu koja pripadne ovom državljaninu nakon nečije smrti, u onoj meri i pod uslovima u kojima bi se mogla izvršiti predaja ovom državljaninu.

(2) Kad konzularni funkcijer primi iznose u novcu ili imovinu o kojoj je reč u stavu (1) ovog člana, on mora da se pridržava uslova pod kojima se u državi prijema dokazuje da su ovi iznosi ili imovina bili predati zainteresovanom državljaninu, s tim što se ovi iznosi ili imovina moraju vratiti ukoliko ne postoji ovakav dokaz.

DEO VI

NADLEŽNOST KONZULARNIH FUNKCIJERA U POMORSKIM STVARIMA

Član 34. (1) Konzularni funkcijeri imaju pravo da pružaju pomoć brodovima države imenovanja za vreme njihovog boravka u lukama ili teritorijalnim ili unutrašnjim vodama države prijema.

(2) Konzularni funkcijeri mogu dakle da slobodno vrše dužnosti nabrojane u članu 35. i u tom cilju lično dodju na brod čim je ovom dat slobodan saobraćaj i da uzmu u prathju, ukoliko to žele, konzularne službenike. Vlasti države prijema ne mogu se suprostaviti vršenju ovih dužnosti od strane konzularnih funkcijera i, ukoliko oni zatraže njihovu pomoć, u vezi sa svakim pitanjem koje se tiče obavljanja ovih dužnosti, treba da im pruže ovu pomoć.

(3) Zapovednik i članovi posade mogu da stupaju u vezu sa konzularnim funkcijerom i da posećuju konzulat pridržavajući se pri tome zakonskih propisa države prijema u vezi sa ulaskom, boravkom i irlaskom stranih državnih.

Član 35. Konzularni funkcijeri imaju pravo :

1. da saslušavaju zapovednika i svakog člana posade broda države imenovanja, da pregledaju i overavaju svaku brodsku ispravu, da primaju izjave u vezi sa putovanjem broda i njegovim odredištem i uopšte, da olakšaju ulazak, boravak u luci i odlazak broda;
2. da preduzmu sve mere u vezi sa upisivanjem i ispisivanjem iz popisa posade zapovednika-broda ili svakog člana posade;
3. da rešavaju sve sporove izmedju zapovednika i članova posade, naročito one koji se odnose na plate i ugovor o zaposlenju uopšte;
4. da preduzimaju sve mere radi lečenja u bolnici i vraćanja u domovinu zapovednika ili svakog člana posade;
5. da primaju, sastavljaju ili potpisuju svaku izjavu ili svaki drugi dokument

- propisan zakonodavstvom države imenovanja u vezi sa državljanstvom, svojinom i obezbeđenjem stvarnih prava, stanjem i korišćenjem broda ove države;
6. da preduzmu sve mere u vezi sa održavanjem reda i discipline na brodu;
 7. da preduzmu svaku drugu meru u skladu sa zakonodavstvom države imenovanja u pomorskim stvarima;
 8. da pruže pomoć zapovedniku ili članovima posade broda države imenovanja u njihovim odnosima sa sudske i upravnim vlastima države prijema i, u tom cilju, da im obezbede pomoć pravnika ili svakog drugog lica, kao i da im služe kao tumači ili da odrede tumača koji će im pomagati.

Član 36. Ako član posade koji nije državljanin države prijema, dezertira sa broda države imenovanja u državi prijema, administrativne vlasti ove države, na traženje konzularnog funkcionera, pružiće svoju pomoć u prikupljanju podataka o deserteru i omogućavanju konzularnom funkcioneru da se sastane sa deserterom, ako ovaj na to pristane.

Član 37. (1) Osim na traženja ili u saglasnosti konzularnog funkcionera, sudske vlasti države prijema mogu da obavljaju svoje funkcije, bilo na kopnu bilo na brodu države imenovanja, u vezi prekršaja učinjenog na brodu, samo ako se radi o :

1. prekršajima učinjenim od strane ili protiv svakog lica osim zapovednika ili člana posade, ili od strane ili protiv državljanina države prijema ;
2. prekršajima koji remete red i bezbednost u pristaništu ili koje kažnjava zakonodavstvo države prijema, a odnose se na bezbednost države, narodno zdravlje, useljavanje, spasavanje života na moru, carine ili na slična pitanje ; ili
3. prekršajima koji se kažnjavaju prema zakonodavstvu države prijema kaznom lišenja slobode od najmanje 5 godina ili većom kaznom.

(2) Ako u slučajevima predviđenim u stavu (1) ovog člana, sudske vlasti države prijema imaju nameru da uhapse ili saslušaju lice, ili da uzapte neku imovinu ili izvrše istragu na brodu, zapovednik ili svaki brodski oficir koji dela u njegovo ime mora imati mogućnosti da o tome izvesti konzularnog funkcionera i, ukoliko to nije moguće zbog hitnosti stvari, da ga izvesti na vreme kako bi konzularni funkcioner ili njegov predstavnik mogao da bude prisutan. Ako konzularni funkcioner nije bio prisutan ili predstavljen, on ima pravo, na njegovo traženje, da dobije potpuna obaveštenja od vlasti države prijema u vezi sa preduzetim merama.

(3) Odredbe stava (1) tačke 1. i 2. i stava (2) ovog člana takodje se primenjuju na jurisdikciju administrativnih vlasti.

(4) Odredbe ovog člana se ne primenjuju na uobičajene pregledе koje vrše organi države prijema u vezi sa bezbednošću države, narodnim zdravlјem, useljavanjem, spasavanjem života na moru i carinama, kao ni na zadržavanje broda ili dela tovara usled gradjanskog postupka pred sudovima te države.

Član 38. (1) Pod rezervom ovlašćenja koje daje zapovednik broda, konzularni funkcioneri imaju pravo da posete brodove bez obzira na zastavu pod kojom plove, a koji putuju prema luci države imenovanja, kako bi dobili obaveštenja potrebna za sastavljanje i potpisivanje brodskih isprava koje zahteva zakonodavstvo države imenovanja za ulazak u luke te države i pružili odgovarajućim vlastima države imenovanja sva obaveštenja u vezi sa zdravstvenim ili drugim pitanjima koje te vlasti zahtevaju.

(2) Konzularni funkcioneri treba da rade što je moguće hitnije kada postupaju shodno pravima koja imaju na osnovu ovog člana.

Član 39. (1) Ako brod države imenovanja pretrpi brodolom u državi prijema, odgovarajuće vlasti ove države treba da što je moguće pre o tome obaveste konzularnog funkcionera.

(2) Vlasti države prijema su dužne da preduzimaju sve korisne mere u cilju zaštite broda koji je pretrpeo brodolom, života lica na brodu, tereta i drugih predmeta na brodu, kao i radi sprečavanja i kažnjavanja pljačke i nereda na brodu. Ove mere se protežu takodje na predmete koji čine sastavni deo broda ili njegovog tereta i koji su obvojeni od broda : ove mere se eventualno preduzimaju zajedno sa zapovednikom i konzularnim funkcionerom ili njegovim predstavnikom.

(3) Ako se pronadje brod koji je pretrpeo brodolom ili predmeti koji mu pripadaju, na obali ili u blizini obale države prijema, ili ako su preneti u luku te države, a da nisu prisutni ni zapovednik, ni vlasnik broda ili tereta, ni njegov agent, ni predstavnik osiguravajućeg društva ili ako ovi ne mogu da preduzmu mere u vezi sa njihovim čuvanjem ili upućivanjem, konzularni funkcioner je ovlašćen da preduzme, u svojstvu predstavnika vlasnika broda, mere koje bi vlasnik preduzeo da je bio prisutan, u skladu sa zakonodavstvom države prijema.

(4) Odredbe stavova (1) do (3) ovog člana takodje se primenjuju kada su, osim u slučajevima predvidjenim u ovim stavovima, teret ili drugi predmeti koji su se nalazili na brodu, a pripadaju državljanima države imenovanja, nadjeni na obali države prijema ili u blizini njene obale, ili su preneti u luku te države.

(5) Intervencija vlasti države prijema ne može dati povoda za naplaćivanje poreza ili drugih obaveza osim onih koji se u sličnim slučajevima naplaćuju u pogledu broda države prijema, koji je pretrpeo brodolom, imovine na brodu ili njegovog tereta.

(6) Medjutim, odredbe prethodnog stava ne utiču na primenu zakonodavstva države prijema iz oblasti uvoza, izvoza i tranzita u pogledu tereta, opreme, namirnice i druge imovine koja potiče sa broda koji je pretrpeo brodolom.

Član 40. (1) U slučaju da zapovednik ili član posade broda države imenovanja premine ili nestane u državi prijema, bilo na brodu ili na kopnu, jedino su zapovednik ili njegov zamenik ili konzularni funkcioneri nadležni da sačine inventar stvari, imovine i drugih dobara koje je ostavio umrli ili nestali, kao i da izvrše druga akta neophodna za zaštitu tih dobara i ukoliko je to potrebno, za likvidaciju zaostavštine.

Ako je umrli ili nestali državljanin države prijema, zapovednik ili njegov zamenik sačinjava, u trenutku konstatovanja smrti ili nestanka, inventar čiji se jedan otpравak dostavlja vlastima zemlje prijema, koje su jedine nadležne za obavljanje ostalih akata u cilju zaštite dobara i, ukoliko je to potrebno, regulisanja pitanja nasledstva. Ove vlasti obaveštavaju o ovome konzulat države imenovanja.

(2) U slučaju da zapovednik ili član posade, državljanin države imenovanja umre ili nestane u državi prijema na brodu koji je upisan ili registrovan u toj državi, inventar stvari, vrednosti i drugih dobara koja je ostavio umrli, biće sačinjen i neophodne radnje u cilju zaštite dobara i, ukoliko je to potrebno, regulisanja pitanja nasledstva biće izvršene shodno odredbama stava (7) člana 32.

(3) U slučaju da na brodu koji je upisan ili je registrovan u jednoj od država ugovornica ove Konvencije, umrle ili nestane državljanin druge države ugovornice, i to van teritorije ove države, lične stvari, vrednosti i druga dobra koja je ostavio

umrli ili nestali, imaju se predati konsularnom funkcioneru države čiji je državljanin bio de cuius u prvoj luci ticanja u kojoj se do takvog funkcionera može doći.

Ako se ta prva luka ticanja nalazi na teritoriji jedne države ugovornice, postupić će, zavisno od slučaja, shodno stavu (1), poslednji deo ili stavu (2) ovog člana.

(4) Ako konzularni funkcioner vrši prava iz oblasti nasledja iz ovog člana, izuzev stava (3), prvi deo, on se mora pridržavati zakonodavstva države prijema.

DEO VII

OPŠTE ODREDBE

Član 41. Konzularni funkcioneri mogu da podstiču trgovinu državljana države imenovanja kao i razvoj privrednih i kulturnih adnosa izmedju države imenovanja i države prijema.

Član 42. Konzularni funkcioneri imaju pravo da obavljaju svoje funkcije samo u granicama svog konzularnog područja ili, u slučaju konzularnih funkcionera kojima država imenovanja nije odredila vlastito područje u granicama područja konzularnog funkcionera, šefa konzulata pod koje potпадaju. Međutim, na osnovu pristanka vlasti države prijema, konzularni funkcioneri mogu da obavljaju svoje funkcije van pomenutog područja.

Član 43. Država imenovanja određuje nadležnost svakog konzularnog funkcionera u okviru ove Konvencije, kao i u kojoj meri on može da obavlja ovu nadležnost.

Član 44. Odredbe ove Konvencije koje se odnose na nadležnost konzularnih funkcionera imaju ograničeni karakter. Konzularni funkcioneri su takođe ovlašćeni da obavljaju druge funkcije pod uslovom:

1. da im ih je poverila država imenovanja;
2. da ne dovode do sukoba sa zakonodavstvom države prijema;
3. da se vlasti države prijema ne protive njihovom obavljanju.

Član 45. (1) Ne narušavajući odredbe člana 18. stav (2), tačka 2;

- a) karijerni konzularni funkcioneri koji su državljeni države prijema ili su u njoj stalno nastanjeni;
- b) konzularni službenici koji su državljeni države prijema ili su u njoj stalno nastanjeni ili koji obavljaju privatnu delatnost unesnog karaktera u toj državi;
- c) počasni konzularni funkcioneri

uživaju samo imunitete koji su predviđeni u stavu (2) člana 9. i u stavu (2) člana 10, ukoliko im država prijema nije priznala naknadne olakšice, privilegije i imunitete.

(2) Članovi pomoćnog osoblja koji su državljeni države prijema ili stalno nastanjeni u njoj ili koji obavljaju neku privatnu delatnost unesnog karaktera u toj državi uživaju samo imunitete koji su predviđeni u stavu (2) člana 10, ukoliko im država prijema nije priznala naknadne olakšice, privilegije i imunitete.

(3) Članovi porodice lica o kojima je reč u stavovima (1) i (2) ovog člana uživaju samo olakšice, privilegije i imunitete koje bi im mogla priznati država prijema.

(4) Članovi porodice člana konzulata koji su sami državljeni države prijema ili

su stalno nastanjeni u njoj ili obavljaju privatnu delatnost unosnog karaktera u toj državi, uživaju samo olakšice, privilegije i imunitete koje bi im mogla priznati država prijema.

(5) Država prijema vrši jurisdikciju nad licima o kojima je reč u stavovima (1) do (4) ovog člana na način koji ne bi nepravedno ometao obavljanje konzularnih funkcija.

Član 46. Sporove u vezi sa tumačenjem i primenom odredaba ove Konvencije i priloženih razmena pisama koji bi mogli da nastanu izmedju Visokih Strana ugovornica i koji ne bi bili regulisani diplomatskim putem jedna od ovih Strana može ih izneti pred Medjunarodni sud pravde u Hagu, ukoliko se, u odredjenom slučaju Strane ne sporazumeju da ove sporove iznesu pred drugi sud ili da ih reše na neki drugi način.

Član 47. Ova Konvencija zamenjuje i ukida Konzularnu konvenciju zaključenu u Beogradu, 5/17. januara 1885, izmedju Belgije i Srbije i članove 27. i 28. Ugovora o trgovini i plovidbi zaključenog u Brislu, 16. decembra 1926. izmedju Belgijsko-luksemburške ekonomske unije i Kraljevine Srba, Hrvata i Slovenaca.

Član 48. (1) Ova Konvencija podleže ratifikaciji, a ratifikacioni instrumenti biće razmenjeni u Brislu što je moguće pre. Ona stupa na snagu tridesetog dana posle datuma razmene ratifikacionih instrumenata.

(2) Konvencija ostaje na snazi do isteka roka od šest meseci počev od dana kada je jedna od Visokih Strana ugovornica otkaže, s tim što ovo otkazivanje treba da bude dato pismeno i diplomatskim putem.

U POTVRDU ČEGA su opunomoćenici potpisali ovu Konvenciju i na nju stavili svoje pečate.

SAČINJENO u dva primerka u Beogradu, 30 decembra 1969. godine na francuskom i srpskohrvatskom jeziku, stim da su oba teksta podjednako verodostojna.

Za Njegovo Veličanstvo
Kralja Belgijanca :

[*Signed — Signé*]¹

Za Vladu Socijalističke
Federativne Republike
Jugoslavije :

[*Signed — Signé*]²

EXCHANGES OF LETTERS — ÉCHANGES DE LETTRES

Ia

AMBASADA BELGIJE
BEOGRAD

Beograd, 30 decembra 1969

Gospodine podsekretare,

U trenutku potpisivanja Konzularne konvencije izmedju naših dveju zemalja, čast mi je, da u ime svoje vlade podnesem Vašoj Ekselenciji sledeći predlog koji će, ukoliko se postigne saglasnost, predstavljati sastavni deo Konvencije :

¹ Signed by Marcel Rijmenans — Signé par Marcel Rijmenans.

² Signed by Milorad Pešić — Signé par Milorad Pešić.

“Čim Konvencija stupa na snagu i za vreme za koje bude na snazi, svaka od naših vlada priznaće, bez uštrba po prava i prednosti stečena u skladu sa međunarodnim običajnim pravom ili konvencijama na snazi između naših država, diplomatskim predstavnicima, članovima administrativnog i tehničkog osoblja i članovima pomoćnog osoblja diplomatske misije druge države, čije je imenovanje propisno saopšteno diplomatskim putem, postupak koji je isto tako povoljan kao i postupak koji je predviđen za članove konzulata u delovima III i IV i u članu 45. Konvencije.

“Osim toga, odredbe članova 14, 17, broj 1. i člana 22. Konvencije primenjujuće se takodje na zemljišta i zgrade koji su namenjeni ili koji služe isključivo za službene potrebe diplomatske misije svake države ili rezidenciju diplomatskog predstavnika ili člana administrativnog i tehničkog osoblja misije, pri čemu se podrazumeva da će se adredbe člana 17, broj 1. primenjivati na rezidenciju samo ako je reč o rezidenciji šefa misije; odredbe člana 17 broj 2. Konvencije primenjujuće se takodje na pokretna dobra koja su namenjena ili koja služe isključivo za službene potrebe diplomatske misije svake države”.

Koristim ovu priliku, gospodine podsekretare, da ponovim Vašoj Ekselenciji, uverenje o mom veoma dubokom poštovanju.

[*Signed — Signé*¹]

II a

DRZAVNI SEKRETARIJAT ZA INOSTRANE POSLOVE

Beograd, 30 decembra 1969

Gospodine ambasadore,

Cast mi je potvrditi prijem pisma Vaše Ekselencije pod današnjim datumom u vezi sa proširenjem izvesnih odredaba Konzularne konvencije na diplomatsku misiju ili na njene članove a koje glasi :

[*See letter Ia — Voir lettre Ia*]

Čast mi je izjaviti, radi obaveštenja belgijske vlade, da vlada Socijalističke Federativne Republike Jugoslavije daje svoju saglasnost u vezi sa predlogom proširenja koji je formulisala Vaša Ekselencija.

Koristim ovu priliku, gospodine ambasadore, da ponovim Vašoj Ekselenciji, uverenje o svom veoma dubokom poštovanju.

[*Signed — Signé*²]

¹ Signed by Marcel Rijmenans — Signé par Marcel Rijmenans.

² Signed by Milorad Pešić — Signé par Milorad Pešić.

I b

AMBASADA BELGIJE
BEOGRAD

Beograd, 30 decembra 1969

Gospodine podsekretare,

U trenutku potpisivanja Konzularne konvencije izmedju naših dveju zemalja, čast mi je da u ime svoje vlade, skrenem pažnju Vašoj Ekselenciji na sledeće saopštenje koje će biti sastavni deo Konvencije:

“Prema Ugovoru o ekonomskoj uniji Beneluks, potписанom u Hagu, 3. februara 1958. g. Belgija, Luksemburg i Holandija su se naročito obavezale da pod istim uslovima primenjuju zajednički režim po pitanju oslobođenja od carina na uvoz u korist diplomatskih misija, konzulata, diplomatskih predstavnika, karijernih konzularnih funkcionera, članova administrativnog i tehničkog osoblja diplomatskih misija i stranih konzularnih službenika.

“Ugovor precizira da se oslobođenje o kojem je reč primenjuje samo ukoliko i u kojoj meri strane države čija se diplomatska misija ili konzulat nalaze na teritoriji strana ugovornica, daju odgovarajuće oslobođenje Belgiji, Luksemburgu i Holandiji, osim ako postojećim medjunarodnim konvencijama nije drukčije odredjeno.

“Dužnost mi je, prema tome, da obavestim Vašu Ekselenciju da, ako bi došlo kasnije do nekog nesporazuma po pitanju obaveza koje proističu iz ovog Ugovora Ekonomске unije, s jedne strane, i odredaba člana 20. Konzularne konvencije i drugog stava prve razmene pisama, s druge strane, belgijska vlada bi bila dovedena u položaj da predloži vradi Socijalističke Federativne Republike Jugoslavije da izmeni pomenute odredbe Konzularne konvencije i prve razmene pisama, kako bi se izbeglo da one budu u suprotnosti sa zajedničkim režimom koji je uspostavljen na osnovu Ugovora o Ekonomskoj uniji Beneluks”.

Korisim ovu priliku, gospodine podsekretare, da ponovim Vašoj Ekselenciji, uverenje o svom veoma dukobom poštovanju.

[Signed — Signé]¹

¹ Signed by Marcel Rijmenans — Signé par Marcel Rijmenans.

II b

DRŽAVNI SEKRETARIJAT ZA INOSTRANE POSLOVE

Beograd, 30 decembra 1969

Gospodine ambasadore,

Čast mi je potvrditi prijem pisma Vaše Ekselencije pod današnjim datumom, u vezi sa članom 20. Konzularne konvencije i drugim stavom prve razmene pisama između naših dveju zemalja, sledeće sadržine :

[*See letter Ib — Voir lettre Ib*]

Čast mi je izjaviti, radi obaveštenja belgijske vlade da je vlada Socijalističke Federativne Republike Jugoslavije primila znanju sadržinu obaveštenja Vaše Ekselencije.

Koristim ovu priliku, gospodine ambasadore, da ponovim Vašoj Ekselenciji, uverenje o svom veoma dubokom poštovanju.

[*Signed — Signé*]¹

I c

AMBASADA BELGIJE
BEOGRAD

Beograd, 30 decembra 1969

Gospodine podsekretare,

U trenutku potpisivanja Konzularne konvencije između naših dveju zemalja, čast mi je da, u ime svoje vlade, podnesem Vašoj Ekselenciji, sledeću izjavu koja će, u slučaju saglasnosti, činiti sastavni deo Konvencije :

“Svaka od naših vlada želi da primi znanju činjenicu da po njenom mišljenju, svaka država može odbiti da prizna konzularnom funkcioneru druge države pravo da istupa u ime državljanina ove poslednje države i da interveniše u odnosu na njega ako je ovaj državljanin politički izbeglica ili je bio politički izbeglica u trenutku svoje smrti, osim u slučaju kada se on sam obrati konzularnom funkcioneru”.

Koristim ovu priliku, gospodine podsekretare, da ponovim Vašoj Ekselenciji, uverenje o svom veoma dubokom poštovanju.

[*Signed — Signé*]²

¹ Signed by Milorad Pešić — Signé par Milorad Pešić.

² Signed by Marcel Rijmenans — Signé par Marcel Rijmenans.

II c

DRŽAVNI SEKRETARIJAT ZA INOSTRANE POSLOVE

Beograd, 30 decembra 1969

Gospodine ambasadore,

Čast mi je potvrditi prijem pisma Vaše Ekselencije pod današnjim datumom koje sadrži izjavu o intervenisanju konzularnog funkcionera u vezi sa političkim izbeglicama, a koje glasi :

[*See letter Ic — Voir lettre Ic*]

Čast mi je obavestiti Vašu Ekselenciju da prenese belgijskoj vladi da se vlada Socijalističke Federativne Republike Jugoslavije slaže sa ovom izjavom.

Koristim ovu priliku, gospodine ambasadore, da ponovim Vašoj Ekselenciji uverenje o svom veoma dubokom poštovanju.

[*Signed — Signé*]¹

¹ Signed by Milorad Pešić — Signé par Milorad Pešić.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONSULAR CONVENTION¹ BETWEEN THE KINGDOM OF BELGIUM AND THE SOCIALIST FEDERAL REPUBLIC OF YUGOSLAVIA

His Majesty the King of the Belgians and
The Government of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia,
Desiring to establish the conditions for the admission of consular officers to their respective territories, as well as their rights, immunities and reciprocal privileges and to define their powers,

Desiring also to facilitate the protection of individuals and bodies corporate of the High Contracting Parties, as well as the protection of their rights and interests in the territory of the other,

Have decided to conclude a Consular Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

His Majesty the King of the Belgians :

His Excellency Mr. Marcel Rijmenans, Ambassador of Belgium at Belgrade,
The Government of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia :

Mr. Milorad Pešić, Under-Secretary in the Secretariat of State for Foreign Affairs,

Who, having communicated to each other their respective full powers, which were found in good and due form, have agreed as follows :

PART I

APPLICATION AND DEFINITIONS

Article 1. This Convention has been concluded between the High Contracting Parties with a view to supplementing the Vienna Convention on Consular Relations of 24 April 1963,² on the basis of article 73 of that Convention, and, where appropriate, amplifying its provisions.

Article 2. In this Convention,

(1) "Sending State" means the High Contracting Party by whom a consular officer is appointed;

(2) "Receiving State" means the High Contracting Party within whose territory a consular officer exercises his functions as such; this term covers the socio-political communities or, as the case may be, the political, administrative or territorial subdivisions of that High Contracting Party;

¹ Came into force on 5 January 1974, i.e. the thirtieth day after the date of the exchange of the instruments of ratification, which took place at Brussels on 6 December 1973, in accordance with article 48 (1).

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 596, p. 261.

(3) "Consular officer" means any person duly appointed by the sending State to exercise consular functions in the receiving State in the capacity of consul-general, consul, vice-consul or consular agent who has been admitted to the exercise of such functions in accordance with article 4;

A consular officer may be a career officer or an honorary officer;

(4) "Consular employee" means any person admitted by the receiving State, following the notification provided for in article 5, to perform administrative or technical duties in a consular post of the sending State;

(5) "Member of the service staff" means any person employed in the domestic service of a consular post of the sending State;

(6) "Member of the consular post" means all consular officers, consular employees and members of the service staff;

(7) "Consular post" means any consular establishment, including a consulate-general, a consulate, a vice-consulate or a consular agency;

(8) "Consular premises" means any building or part of a building and the land ancillary thereto used for one of the purposes specified in article 14, paragraph (1), with the exception of premises used exclusively as the residence of a member of the consular post;

(9) "Consular archives" means the papers, documents, correspondence, books, films, tapes, registers, ciphers and codes, as well as card-indexes and articles of furniture intended for their protection and safekeeping.

(10) "Consular district" means the area in the receiving State within which a consular officer exercises his functions;

(11) "Vessel of the sending State" means any vessel registered in accordance with the legislation of the sending State, with the exception of ships of war;

(12) "Competent authority" means the Ministry of Foreign Affairs or the Secretariat of State for Foreign Affairs, as the case may be.

PART II

ESTABLISHMENT OF CONSULAR POSTS

Article 3. (1) Each High Contracting Party is entitled to establish and maintain consular posts in the territory of the other Party.

(2) The seat of the consular post and the area comprising the consular district shall be established by agreement between the High Contracting Parties.

Article 4. (1) The diplomatic mission of the sending State shall notify the competent authority of the receiving State of the appointment or designation of any person as a consular officer and, where appropriate, shall transmit to that authority its commission or similar instrument. The commission or similar instrument shall specify the consular district.

(2) The competent authority of the receiving State shall, as soon as possible and free of charge, grant an exequatur or other authorization to the head of a consular post and to other consular officers appointed to the consular post. The exequatur shall specify the consular district.

(3) As soon as the exequatur or other authorization has been received, the consular officer shall be admitted to the exercise of his functions and to the benefits of this Convention. Pending delivery of the exequatur or other authorization,

the receiving State may agree to admit the consular officer on a provisional basis to the exercise of his functions and to the benefits of this Convention.

Article 5. The competent authority of the receiving State shall be notified of the appointment to a consular post of any consular employee or any member of the service staff and shall be kept informed of his private address in the receiving State.

Article 6. The sending State may appoint one or more members of its diplomatic mission accredited to the receiving State to exercise consular functions, in addition to diplomatic functions, within that mission. Such an appointment shall be made in accordance with the provisions of article 4 or article 5, as the case may be.

Article 7. (1) If a consular officer in charge of a consular post dies, is absent or is otherwise prevented from exercising his functions, the sending State may appoint a person to act as temporary head of the consular post. Such an appointment shall be notified to the competent authority of the receiving State. The person concerned shall, during his mission, be accorded the same treatment as that accorded to the consular officer whom he is replacing or, if it should be more favourable to him, the same treatment he has hitherto received.

(2) It shall be understood, however, that the receiving State shall not be obliged, under paragraph (1) of this article, to extend to the person appointed to act as temporary head of the consular post any right, immunity or privilege the exercise or enjoyment of which is subject to compliance with conditions specified in this Convention with which the person concerned does not comply.

PART III

GENERAL RIGHTS, IMMUNITIES AND PRIVILEGES

Article 8. The receiving State shall take all necessary steps to ensure the protection of consular posts and the residences of consular officers.

Article 9. (1) Except where the provisions of this Convention provide to the contrary, the members of a consular post shall be amenable to the jurisdiction of the judicial or administrative authorities of the receiving State in accordance with the legislation of that State.

(2) The members of a consular post shall not be amenable to the jurisdiction of the judicial or administrative authorities of the receiving State in respect of acts performed by them in their official capacity and falling within the functions of members of a consular post recognized in articles 24 to 40, 43 and 44 of the Convention and under international law, unless the sending State first waives that immunity in a specific case, through the diplomatic channel.

(3) The provisions of paragraph (2) of this article shall in no case preclude a member of a consular post from being held liable in civil proceedings

1. in respect of obligations which he has contracted when not acting expressly as an agent of his Government;
2. instituted by a third party in respect of damage caused by a motor vehicle (including any trailer), vessel or aircraft, it being understood that any motor vehicle (including any trailer), vessel or aircraft owned personally by a member of a consular post shall be fully insured against third party risks, from the

standpoint of civil liability arising out of their use, and that any such insurance shall meet the requirements of the legislation of the receiving State.

(4) A career consular officer shall not be liable to arrest or detention pending trial in connexion with acts performed while not acting in his official capacity, in respect of a violation of the legislation of the receiving State punishable by deprivation of liberty for a period of up to five years or by a lesser penalty.

Even in such event, he may be arrested or detained with the consent of the sending State.

He may, however, be arrested to serve a sentence involving deprivation of liberty imposed by a judicial decision of final effect in a criminal matter.

Article 10. (1) The members of a consular post may be required to give evidence, subject to the provisions of paragraphs (2) and (3) of this article. The judicial or administrative authorities requiring their evidence shall take all necessary steps to avoid interference with the exercise of their official functions and, in the case of career consular officers, such evidence may be taken at the consular post or at the residence of the consular officer wherever it is possible to do so under the legislation of the receiving State.

(2) The members of the consular post may, however, decline to give evidence concerning matters connected with the exercise of their official functions or to produce or surrender documents from the consular archives. Any request so to give evidence may, however, be complied with in the interests of justice if, in the judgement of the consular officer in charge of the consular post, it is possible for this to be done without prejudice to the interests of the sending State.

(3) No coercive measures shall be applied to consular officers and consular employees to make them appear before a court as witnesses or give evidence.

Article 11. (1) The authorities of the receiving State shall not enter the consular premises except with the permission of the consular officer in charge of the consular post, his substitute or the head of the diplomatic mission of the sending State. The permission of the head of the consular post, his substitute or the head of the diplomatic mission may, however, be assumed in case of fire or other disaster requiring prompt protective action.

(2) Asylum shall not be granted in the consular premises to persons who are fugitives from justice.

(3) Access to the consular premises for the purposes specified in paragraph (1) of this article shall not prejudice the inviolability of the consular archives.

(4) If documents or property which are not connected with the exercise of official functions by a member of a consular post are deposited in a building occupied by a consular post, the member of the consular post shall make the necessary arrangements to ensure that the application of the legislation of the receiving State concerning such documents or property is not impeded.

(5) If there is reason to believe that an honorary consular officer is invoking the inviolability of the consular archives or the immunity accorded to consular premises in accordance with paragraph (1) of this article for purposes not connected with his consular functions, the authorities of the receiving State may enter the premises in the presence of a representative of the diplomatic mission of the sending State.

Article 12. (1) Consular officers and consular employees, as well as members

of their families forming part of their households, members of the service staff and members of the private staff who are neither nationals nor permanent residents of the receiving State and who are employed exclusively in the service of a career consular officer, shall be exempt from compliance with the general regulations concerning the residence of aliens in the receiving State and shall not be subject to deportation, with the exception, in the latter case, of members of the service staff and of the private staff.

(2) A special identity document shall be issued by the competent authority of the receiving State to persons admitted to the benefit of the provisions of this article.

Article 13. (1) The members of a consular post and the members of their families forming part of their households shall be exempt, in the receiving State, from all compulsory service in the armed forces or other organizations directly or indirectly connected with national defence, from any public service, including service in the police force, and from jury service of any kind. The same shall apply to any contribution in cash or in kind imposed in lieu of personal services or contributions.

(2) The provisions of paragraph (1) of this article shall also apply to honorary consular officers, provided that they are not nationals of or permanent residents of the receiving State.

Article 14. (1) The sending State shall have the right to

1. purchase, lease, own or occupy, under any form of tenure provided for under the legislation of the receiving State, land and buildings for the purposes of establishing or maintaining a consular post or a residence for a consular officer or a consular employee, or for any other purposes, to which the receiving State does not object, arising out of the operation of the consular representation of the sending State;
2. construct, for the same purposes, buildings on the land which it has so acquired;
3. dispose of the land and buildings which it has so acquired or constructed.

(2) The provisions of paragraph (1) of this article shall not exempt the sending State from compliance with the conditions prescribed in the legislation of the receiving State. The sending State shall also comply with the building and town planning regulations and restrictions applicable to the area in which the land and buildings in question are or will be situated.

Article 15. The receiving State shall permit

1. the coat-of-arms of the sending State, together with an appropriate inscription in the official language or languages of that State designating the consular post, to be displayed on the outer enclosure and on the outer wall of the building occupied by a consular post and on or by the entrance door to the consular post;
2. the coat-of-arms of the sending State to be displayed on the outer enclosure and on the outer wall of the building used as the residence of the head of a consular post and on or by the entrance door to such residence;
3. the flag of the sending State or its consular flag to be flown at the consular post and at the residence of the head of the consular post;
4. the coat-of-arms of the sending State and its flag or consular flag to be displayed

or flown on the vehicles and vessels employed by consular officers in the exercise of their official functions.

Article 16. (1) The sending State shall be exempt from any form of requisitioning for purposes of national defence or public utility in respect of

1. consular premises, including the furniture and equipment thereof;
2. the vehicles, vessels and aircraft of a consular post.

(2) A member of a consular post shall enjoy the same exemption in respect of

1. his private residence, including the furniture and equipment thereof;

(3) The provisions of paragraph (2) of this article shall apply to honorary consular officers, provided that they are neither nationals nor permanent residents of the receiving State.

(4) Nothing in the provisions of the preceding paragraphs of this article shall, however, preclude the receiving State from the expropriation or seizure for purposes of national defence or public utility, in conformity with its legislation, of the consular premises of the sending State or the residence of a member of the consular post of that State. If it is necessary to take any such measure with regard to any such property, every consideration should be shown to avoid interference with the exercise of consular functions.

Moreover, prompt and adequate compensation shall be paid in the event of expropriation or seizure. Such compensation shall be transferable to the sending State within a reasonable period of time.

PART IV

FINANCIAL PRIVILEGES

Article 17. The sending State shall be exempt from all taxes or similar charges of any kind imposed or collected by the receiving State in respect of

1. the purchase, leasing, ownership, rental, occupation, construction or adaptation of land or buildings intended for use or used exclusively for the official needs of a consular post or as a residence for a career consular officer in charge of a consular post;
2. the purchase, ownership, possession or use of any furniture, equipment, supplies, construction materials and other articles, including vehicles, vessels and aircraft, intended for use or used exclusively for the official needs of a consular post, it being understood that the exemption from duties and taxes imposed upon or by reason of importation or re-exportation is dealt with exclusively in article 20.

Article 18. (1) Career consular officers shall not be engaged in private occupation for gain in the receiving State.

(2) No tax or other similar charge of any kind shall be imposed or collected by the receiving State from the sending State and the members of a consular post in respect of

1. fees and taxes imposed on behalf of the sending State in compensation for consular services or receipts for payment of such fees and taxes;
2. emoluments, wages, salaries, benefits or allowances received as compensation for their official functions by members of a consular post who are neither

nationals nor permanent residents of the receiving State; consular employees and members of the service staff shall enjoy this exemption only if they are not engaged in private occupation for gain in that State;

3. acts performed by a consular officer or consular employee in his official capacity and falling within his consular functions.

Article 19. (1) Except as stipulated in paragraphs (2) and (3) of this article, career consular officers and consular employees of the sending State, together with the members of their families forming part of their households, shall be exempt in the receiving State from all taxes or other similar charges of any kind imposed or collected by that State, it being understood that the exemption from duties and taxes imposed upon or by reason of importation or re-exportation is dealt with exclusively in article 20.

(2) The provisions of articles 17 and 18, paragraph (2) 1. and 3., and of paragraph (1) of this article shall apply only to taxes or other similar charges for which the sending State, a consular officer, a consular employee or a member of the family of a consular officer or consular employee would be personally liable in the absence of the exemptions provided for. They shall not apply to taxes or other similar charges for which some other person is legally liable, notwithstanding that the burden of the tax or similar charge may be passed on to the sending State, consular officer, consular employee or member of the family of a consular officer or consular employee.

(3) The provisions of paragraph (1) of this article shall not apply to taxes and other similar charges of any kind imposed or collected

1. in respect of the purchase leasing, ownership, rental, mortgaging or occupation of immovable property situated in the receiving State;
2. in respect of income other than that specified in article 18, paragraph (2) 2., derived from sources within the receiving State;
3. upon or by reason of the transfer of property as a gift;
4. upon or by reason of the transfer of property by succession, whether the consular officer, consular employee or a member of the family of a consular officer or consular employee is the person who dies or the person to whom the property passes on death;
5. in respect of transactions or instruments effecting transactions, such as taxes on the sale or transfer of money or movable or immovable property, or stamp duties imposed or collected in connexion with such transactions, with the exception of taxes or other charges on transfers of goods intended solely for the official needs of the consular post or the personal use of a consular officer, consular employee or a member of the family of a consular officer or consular employee forming part of his household;
6. upon the performance of a service by a judicial or administrative authority.

(4) Notwithstanding the provisions of paragraph (3) of this article, in the event of the death of a member of the consular post or of a member of his family forming part of his household, the movable property belonging to his estate the presence of which in the receiving State was due solely to the presence in that State of the deceased as a member of a consular post or as a member of the family of a member of a consular post shall be exempt from all succession or inheritance duties and from all similar charges imposed by the receiving State.

Article 20. (1) The following may be imported into the receiving State and

subsequently re-exported and shall be exempt from the payment of all duties and other taxes of any kind imposed or collected by that State upon or by reason of importation or re-exportation:

1. all official emblems and documents, furniture and office supplies dispatched by or on behalf of the sending State to a consular post for official purposes;
2. all articles intended for official use, including vehicles, vessels and aircraft dispatched by or on behalf of the sending State to a consular post, provided that the head of the consular post is a career consular officer;
3. articles grown, produced or manufactured in the sending State and intended for display as commercial samples, provided that they are subsequently re-exported or destroyed.

(2) All baggage and effects and other articles, including vehicles, vessels and aircraft, intended exclusively for the personal use of career consular officers and members of their families forming part of their households and imported at the time of their first installation or during the period of their appointment to the post, or for the personal use of consular employees and imported at the time of first installation or within a period of six months from the date of their arrival, may be imported into the receiving State and subsequently re-exported and shall enjoy the same exemptions.

(3) The provisions of this article shall not affect the application of the legislation of the receiving State prohibiting the importation of certain articles or products or imposing certain conditions on their importation.

(4) The exemptions provided for in this article shall not be interpreted as meaning that the duties and taxes paid on articles which are already freely circulating in the receiving State shall be reimbursed.

Article 21. In the event of the transfer of movable property and other articles, including vehicles, vessels and aircraft, imported or purchased free of duties and taxes on the basis of the provisions of part IV, these provisions shall not authorize the sending State, consular officers and consular employees and members of their families to request exemption from duties and taxes payable upon such transfer, unless the person to whom such property or other article is transferred also enjoys exemption from such duties and taxes either under this Convention or for some other reason.

Article 22. No exemption shall be granted in respect of duties and taxes or other similar charges of any kind imposed or collected by the receiving State in payment for services rendered.

Article 23. The sending State, members of a consular post and the members of their families shall comply with the formalities prescribed by the administrative authorities of the receiving State with regard to the application of the provisions of part IV.

PART V

FUNCTIONS OF CONSULAR OFFICERS RELATING TO CIVIL AND ADMINISTRATIVE MATTERS

Article 24. (1) Consular officers shall be entitled to protect the nationals of the sending State and their rights and interests. Accordingly, they may, *inter alia*,

1. intervene in matters such as those relating to their entry into, stay in and departure from the receiving State, exercise of professional or gainful occupation, and enjoyment of civil rights and of all rights arising out of applicable agreements or treaties;
2. subject to the provisions of article 25, interview, at the consular post and elsewhere, communicate with and advise any national of the sending State;
3. enquire into any incidents which have affected or may affect the interests of any such national;
4. aid nationals of the sending State in their relations with the judicial or administrative authorities of the receiving State, assist them in their proceedings before such authorities, make arrangements, for that purpose, if the legislation of the receiving State permits, to provide them with the assistance of a lawyer or of any other person and, with the consent of the said authorities, act as interpreter on their behalf or designate an interpreter to assist them.

(2) Consular officers may also, without prejudice to the application of the national legislation of the two countries and the conventions relating to social security in force between the High Contracting Parties,

1. receive pensions or allowances payable to nationals of the sending State who are absent from the receiving State;
2. transmit to any beneficiary the allowances, pensions or benefits payable in accordance with the legislation of the sending State or under international conventions relating to social security;
3. receive lost property belonging to nationals of the sending State with a view to transmitting it to the owners.

Article 25. (1) Nationals of the sending State shall, at all times, be entitled to communicate with a consular officer and to visit the consular post, subject to the provisions of paragraphs (2) to (4) of this article.

(2) Consular officers shall be informed without delay, by the authorities of the receiving State, if any national of the sending State, is committed to prison, arrested, detained pending trial or detained in custody in any way.

(3) Subject to the legislation of the receiving State prohibiting communication in the interests of the preliminary investigation, consular officers shall be permitted to visit, as soon as possible, any national of the sending State who has been arrested or detained in the receiving State, to converse with him in the language of his choice, even in private, to communicate with him and to arrange legal representation for him. Subject to the same reservation, any communication emanating from any such national and intended for the consular officer shall be transmitted to the latter without delay by the authorities of the receiving State.

(4) Consular officers shall be entitled, following notification to the appropriate authority and in conformity with prison regulations, to visit, on reasonable conditions and at reasonable intervals, a national of the sending State who has been convicted and is serving a sentence of imprisonment. They shall also be entitled on reasonable conditions and at reasonable intervals, to exchange communications with nationals of the sending State who are held in custody. Such communications shall take place in conformity with prison regulations.

Article 26. Consular officers shall be entitled to

1. issue passports and other travel documents to nationals of the sending State and to any other person entitled to receive them;

2. issue identity documents to nationals of the sending State;
3. grant any visa or issue any document authorizing entry into the sending State;
4. issue certificates of origin or provenance and other similar documents in respect of goods;
5. legalize the signatures of authorities or public agents of the sending State and of the receiving State;
6. issue certificates attesting that a person is alive (*certificats de vie*), certificates of presence and certificates required by the receiving State;
7. issue certified true copies of any document drawn up in conformity with the legislation of the sending State.

Article 27. (1) Consular officers shall be entitled to translate documents of any kind, irrespective of the persons, authorities or countries from which they emanate.

(2) If documents to be translated must be produced before an authority of the receiving State, the latter may require that the translation be certified as an accurate translation by a sworn translator.

Article 28. (1) Consular officers shall be entitled to

1. accept any declaration as provided for by the legislation of the sending State relating to nationality and keep a register of such declarations;
2. draw up or accept birth or death certificates or any other documents relating to the civil status of nationals of the sending State;
3. accept any declaration, authorization or consent and make any notification as provided for by the legislation of the sending State with regard to the marriage of a national of that State;
4. solemnize a marriage, provided that the future spouses are nationals of the sending State and that neither of them is also a national of the receiving State.

(2) The acceptance of any document relating to civil status and the solemnization of a marriage by a consular officer shall in no way exempt the parties concerned from the obligations prescribed under the legislation of the receiving State with regard to the requirements concerning declarations or registration.

Article 29. Consular officers shall be entitled to publish notices addressed to nationals of the sending State and to receive declarations from them concerning:

- (a) military service;
- (b) any other matter relating to their rights, obligations or interests, in so far as such notices and declarations are compatible with the legislation or regulations of the receiving State.

Article 30. (1) The receiving State shall recognize as valid, where appropriate, the following notarized documents or extra judicial documents drawn up or accepted in conformity with the legislation of the sending State in the receiving State or on board vessels of the sending State by consular officials of that State invested by that State with the authority to draw up or accept them:

1. documents and contracts concerning nationals of the sending State exclusively;
2. contracts of marriage between nationals of the sending State;
3. declarations of consent to the marriage of a national of the sending State, irrespective of the nationality of the parents whose consent is received;

4. documents seeking the consent of parents to a marriage between nationals of the sending State;
5. documents containing a declaration by a national of the sending State recognizing an illegitimate child;
6. any instruments and agreements other than those specified under 2. to 5. above in which one or more parties are not nationals of the sending State, provided that such instruments and agreements relate to property situated in that State or to business to be transacted in that State and provided that they are not contrary to the legislation of the receiving State.

(2) The provisions of paragraph (1) of this article shall in no way exempt the persons concerned from compliance with the legislation of the receiving State concerning registration requirements.

(3) The provisions of paragraph (1) of this article shall not apply to instruments and agreements concerning the acquisition or transfer of real rights affecting immovable property situated in the receiving State nor to instruments and agreements concerning the acquisition or transfer of a business situated in that State.

(4) Copies of or extracts from instruments drawn up or accepted under this article, duly certified by the consular officer and bearing the seal of the consular post, shall be authentic and shall have the same evidentiary value, both in legal proceedings and elsewhere, in the receiving State as if such copies or extracts had been issued by a notary, public official or any other appropriate authority of either State, provided that such documents have been drawn up in the form required under the legislation of the sending State and that, where necessary, they have been stamped and registered and all the formalities governing the matter in the State in which the instrument is to be executed have been complied with.

(5) In the event of a doubt being raised concerning the authenticity of a copy of a document drawn up or accepted under this article, the party concerned may, in accordance with the legislation of the sending State, require the copy to be compared with the original.

Article 31. (1) Consular officers shall be entitled to make arrangements for the protection of minors and other persons lacking full capacity who are nationals of the sending State, in accordance with the legislation of that State.

(2) When arrangements must be made for the protection of a minor or other person lacking full capacity who is a national of the sending State and is resident in the receiving State, the authorities of the latter State shall, as soon as they have knowledge of the situation, inform the consular officer. The latter shall as soon as possible inform the authorities of the receiving State that it has made arrangements or will make arrangements for guardianship.

(3) The appropriate authorities of the receiving State shall be entitled, in conformity with the legislation of that State and with a view to safeguarding the interests of a minor or other person lacking full capacity,

- (a) to take, in case of need, all requisite conservatory measures, or
- (b) to make arrangements for trusteeship if the consular officer should inform the authorities that he will not make arrangements for trusteeship.

Article 32. (1) 1. Where the appropriate authorities of the receiving State have knowledge that there exists in that State

- (a) an estate bestowed by will or an intestate estate of a national of the sending

State in relation to which no person other than a public administrator or similar authority can be found who is entitled to claim administration of the estate and who is present or represented, or

- (b) property or rights deriving from an estate bestowed by will or an intestate estate in respect of which a consular officer may be entitled to intervene in accordance with the provisions of paragraph (5) of this article, they shall notify the consular officer accordingly.

2. The consular officer shall similarly notify the appropriate authorities if such information reaches him through another channel;

(2) The consular officer shall be entitled, concurrently with the appropriate authority, to affix and remove seals and to draw up an inventory. If, however, any delay might be likely to endanger the estate, the consular officer of appropriate authority shall be entitled to carry out such operations alone, provided that the other authority is notified accordingly without delay in order to secure the subsequent co-operation of that authority.

(3) In the cases specified in paragraph (1) 1. (a) of this article, the consular officer may, in conformity with the legislation of the receiving State, take or arrange for the requisite conservatory measures.

(4) In respect of any questions which might arise in connexion with the opening, administration and liquidation of the estate of a national of the sending State in the receiving State, consular officers shall be authorized *ipso facto* to represent beneficiaries who lack full capacity or who are not present in the receiving State and who are nationals of the sending State, in so far as they are not properly represented. Consular officers shall be officially recognized as representatives of such beneficiaries without being required to prove their authority to act as such by a special power of attorney.

(5) If nationals of the sending State having an interest in an estate left in the receiving State lack full capacity or are absent from that State and are not represented, the consular officer may, irrespective of the nationality of the deceased, act as their representative without being required to produce any special power of attorney. The intervention of the consular officer shall cease as soon as such nationals are present or properly represented.

The provisions of this paragraph shall not affect the rights, recognized by treaties, of consular officers of the State of which the deceased was a national.

(6) A consular officer who is regarded as the representative of the persons concerned cannot be personally called to account before the appropriate authorities in connexion with any matter concerning the estate.

(7) If a national of the sending State dies while travelling in or through the receiving State while not having either his domicile or his permanent residence in that State, the consular officer shall be entitled, for the purposes of safeguarding the money and personal effects in the possession of the deceased, to place them immediately in safekeeping

- (a) after satisfying any claim in respect of a lien by a person domiciled or permanently resident in the receiving State;
- (b) unless the administrative or judicial authorities of the receiving State are entitled to take possession of them if the interests of justice so require.

(8) If a consular officer exercises the rights in the matter of succession

specified in this article, he shall comply with the legislation of the receiving State.

Article 33. (1) For the purposes of transmission to a national of the sending State who is not present in the receiving State, a consular officer may accept any money or property to which such national is entitled upon a death, in so far as it can be transmitted to that national and on the conditions prescribed.

(2) When a consular officer accepts the money or property referred to in paragraph (1) of this article, he shall comply with the conditions of proof in force in the receiving State in order to establish that such money or property has been transmitted to the national concerned; failing such proof, the money or property shall be returned.

PART VI

FUNCTONS OF CONSULAR OFFICERS IN RELATION TO SHIPPING

Article 34. (1) Consular officers shall be entitled to extend assistance to vessels of the sending State during their stay in ports or territorial or inland waters of the receiving State.

(2) Accordingly, consular officers shall be entitled freely to perform the functions specified in article 35 and, for this purpose, may, accompanied, if they so desire, by consular employees, proceed personally on board the vessel after it has received *pratique*. The authorities of the receiving State shall not impede the performance of such functions by consular officers and, if the latter request their assistance in connexion with any matter concerning the performance of such functions, that assistance shall be granted.

(3) The master of the vessel and the members of the crew shall be entitled to communicate with the consular officer and to proceed to the consular post in conformity with the legislation of the receiving State concerning the entry, stay and departure of foreign nationals.

Article 35. Consular officers shall be entitled to

1. question the master or any member of the crew of a vessel of the sending State, examine and stamp any of the vessel's papers, take statements regarding the voyage of the vessel and its destination and generally facilitate the entry into, stay in and departure from the port of the vessel;
2. arrange for the engagement and discharge of the master of any member of the crew;
3. settle disputes between the master and the members of the crew, in particular disputes relating to wages and contracts of service in general;
4. make arrangements for the treatment in hospital and for the repatriation of the master of any member of the crew;
5. accept, draw up or sign any declaration or other document prescribed by the legislation of the sending State concerning the nationality, ownership or security interests, condition and operation of a vessel of that State;
6. take measures for the maintenance of good order and discipline on board the vessel;

7. take any other measures in conformity with the legislation of the sending State in relation to shipping;
8. extend aid and assistance to the master or the members of the crew of a vessel of the sending State in their relations with the judicial and administrative authorities of the receiving State and, for that purpose, make arrangements to provide them with the assistance of a lawyer or any other person, and act as interpreter on their behalf or designate an interpreter to assist them.

Article 36. If a member of the crew who is not a national of the receiving State deserts a vessel of the sending State in the receiving State, the administrative authorities of the latter State shall, at the request of the consular officer, extend their assistance by obtaining information concerning the deserter and by permitting the consular officer to converse with him if he agrees thereto.

Article 37. (1) Except at the request or with the consent of a consular officer, the judicial authorities of the receiving State shall not be entitled to exercise their jurisdiction either on shore or on board a vessel of the sending State in respect of offences committed on board the vessel except in the case of

1. offences committed by or against any person other than the master or a member of the crew or by or against a national of the receiving State;
2. offences involving the tranquillity or safety of the port or punishable under the legislation of the receiving State regarding State security, public health, immigration, the safety of life at sea, customs or any similar matter;
3. offences punishable under the legislation of the receiving State by a sentence involving deprivation of liberty for a period of not less than five years or a more severe sentence.

(2) When, in the cases specified in paragraph (1) of this article, it is the intention of the judicial authorities of the receiving State to arrest or question any person or to seize any property or to institute any formal enquiry on board the vessel, the master or any other officer acting on his behalf shall be given an opportunity to inform the consular officer and, unless this is impossible on account of the urgency of the matter, to inform him in such time as to enable the consular officer or his representative to be present. If the consular officer has not been present or represented, he shall be entitled, on request, to receive from the authorities of the receiving State full information with regard to the measures taken.

(3) The provisions of paragraph (1) 1. and 2. and of paragraph (2) of this article shall also apply with respect to the jurisdiction of the administrative authorities.

(4) The provisions of this article shall not apply to any routine examination by the authorities of the receiving State with regard to State security, public health, immigration, the safety of life at sea or customs, nor to the detention of the vessel or of any portion of its cargo arising out of civil proceedings in the courts of that State.

Article 38. (1) Subject to the authorization of the master of the vessel, consular officers shall be entitled to visit vessels flying any flag destined to a port of the sending State, in order to procure information to enable them to prepare and sign such documents as may be required under the legislation of the sending State as a condition of entry of the vessel into the ports of that State and to furnish

the appropriate authorities of the sending State with such information with regard to sanitary or other matters as they may request.

(2) Consular officers shall act with all possible dispatch when exercising the rights conferred on them by this article.

Article 39. (1) If a vessel of the sending State is wrecked in the receiving State, the appropriate authorities shall as soon as possible inform the consular officer.

(2) The authorities of the receiving State shall take all necessary measures for the preservation of the wrecked vessel, of the lives of persons on board and of the cargo and other articles on board, and for the prevention and suppression of plunder or disorder on the vessel. Such measures shall also apply to articles belonging to the vessel or forming part of its cargo which have become separated from the vessel; they shall, where appropriate, be taken in collaboration with the master of the vessel and with the consular officer or his representative.

(3) Where the wrecked vessel, its cargo or any other article on board it has been found on or near the coast of the receiving State or brought into a port of that State and neither the master of the vessel, the owner of the vessel or of the cargo, his agent, nor the underwriters are present or in a position to make arrangements for its custody or disposal, the consular officer shall be authorized, as representative of the owner of the vessel, to make the same arrangements as the owner himself, if he had been present, could have made for such purposes, in conformity with the legislation of the receiving State.

(4) The provisions of paragraphs (1) to (3) of this article shall also apply when, in addition to the cases specified in those paragraphs, the cargo or any other article on board the vessel which is the property of a national of the sending State is found on or near the coast of the receiving State or is brought into a port of that State.

(5) The intervention of the authorities of the receiving State shall not result in the levying of any tax or charge other than those levied in similar circumstances in respect of a wrecked vessel of the receiving State, any article on board it or its cargo.

(6) The provisions of the preceding paragraph shall not, however, affect the application of the legislation of the receiving State with regard to importation, exportation and transit in respect of cargo, equipment, stores and other articles emanating from the wrecked vessel.

Article 40. (1) If the master or a member of the crew of a vessel of the sending State dies or disappears in the receiving State, whether on board the vessel or on shore, the master of the vessel or his substitute and the consular officers shall have sole competence to draw up an inventory of the personal effects, valuables and other property left by the deceased or missing person and to perform such other acts as are necessary for the preservation of the assets and, where appropriate, the liquidation of the estate.

If, however, the deceased or missing person is a national of the receiving State, the master of the vessel or his substitute shall, at the time when he is declared dead or missing, draw up an inventory, a copy of which shall be delivered to the authorities of the receiving State, and those authorities shall have sole competence to perform such other acts as are necessary for the preservation of the assets and, where appropriate, the liquidation of the estate. The said authorities shall inform the consular post of the sending State accordingly.

(2) If the master or a member of the crew, being a national of the sending State, dies or disappears in the receiving State on board a vessel registered in that State, the inventory of the personal effects, valuables and other property left by the deceased or missing person shall be drawn up and acts necessary for the preservation of the assets and, where appropriate, the liquidation of the estate, shall be performed in accordance with article 32, paragraph (7).

(3) If, on board a vessel registered in one of the Contracting States, a national of the other Contracting State dies or disappears outside the territory of that State, the personal effects, valuables and other property left by the deceased or missing person shall be delivered to a consular officer of the State of which the person concerned is a national at the first port of call where a consular officer is available.

If that first port of call is in the territory of a Contracting State, the procedure followed shall be in accordance with the last subparagraph of paragraph (1), or with paragraph (2) of this article, as the case may be.

(4) If a consular officer exercises the rights in the matter of succession specified in this article, with the exception of the first subparagraph of paragraph (3), he shall comply with the legislation of the receiving State.

PART VII

GENERAL PROVISIONS

Article 41. Consular officers may promote the trade of nationals of the sending State and the development of economic and cultural relations between the sending State and the receiving State.

Article 42. A consular officer may perform his functions only within his own consular district or, in the case of a consular officer to whom the sending State has not allotted a separate consular district, within the district of the consular officer in charge of the consular post to which he is assigned. However, with the consent of the authorities of the receiving State, a consular officer may perform his functions outside the said district.

Article 43. It is for the sending State to determine the functions of each consular officer in accordance with this Convention, as well as the extent to which he shall perform them.

Article 44. The provisions of this Convention concerning the functions of consular officers are not exhaustive. A consular officer shall also be entitled to perform other functions, provided that

1. they have been conferred on him by the sending State,
2. they involve no conflict with the legislation of the receiving State,
3. the authorities of the receiving State raise no objection to their performance.

Article 45. (1) Without prejudice to the provisions of article 18, paragraph (2), 2.:

- (a) career consular officers who are nationals or permanent residents of the receiving State;
- (b) consular employees who are nationals or permanent residents of the receiving State or who are engaged in private occupation for gain in that State;

(c) honorary consular officers

shall enjoy only the immunities specified in article 9, paragraph (2), and article 10, paragraph (2), unless additional facilities, privileges and immunities are granted to them by the receiving State.

(2) Members of the service staff who are nationals or permanent residents of the receiving State or who are engaged in private occupation for gain in that State shall enjoy only the immunities specified in article 10, paragraph (2), unless additional facilities, privileges and immunities are granted to them by the sending State.

(3) Members of the families of the persons referred to in paragraphs (1) and (2) of this article shall enjoy only the facilities, privileges and immunities which may be granted to them by the receiving State.

(4) Members of the family of a member of the consular post who are themselves nationals or permanent residents of the receiving State or are engaged in private occupation for gain in that State shall enjoy only the facilities, privileges and immunities which may be granted to them by the receiving State.

(5) The receiving State shall exercise its jurisdiction over the persons referred to in paragraphs (1) to (4) of this article in such a way as not to impede unduly the exercise of consular functions.

Article 46. Any dispute relating to the interpretation or application of the provisions of this Convention and the exchange of letters appended thereto which may arise between the High Contracting Parties and which has not been settled through the diplomatic channel shall be referred, by either of the Parties, to the International Court of Justice at The Hague, unless in any particular case the Parties agree to submit the dispute to some other jurisdiction or to settle it in some other manner.

Article 47. This Convention replaces and supersedes the Consular Convention between Belgium and Serbia concluded at Belgrade on 5-17 January 1885,¹ and articles 27 and 28 of the Treaty of Commerce and Navigation concluded at Brussels on 16 December 1926² between the Belgo-Luxembourg Economic Union and the Serbo-Croat-Slovene Kingdom.

Article 48. (1) This Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Brussels as soon as possible. It shall enter into force on the thirtieth day after the date of the exchange of the instruments of ratification.

(2) The Convention shall continue in force until six months from the date on which either High Contracting Party has denounced it; such notice of denunciation shall be given in writing through the diplomatic channel.

IN WITNESS WHEREOF, the respective plenipotentiaries have signed this Convention and have affixed thereto their seals.

¹ *British and Foreign State Papers*, vol. 76, p. 178.

² League of Nations, *Treaty Series*, vol. LXX, p. 371.

DONE in duplicate at Belgrade, on 30 December 1969, in the French and Serbo-Croatian languages, the two texts being equally authentic.

For His Majesty
the King of the Belgians :

[MARCEL RIJMMENANS]

For the Government
of the Socialist Federal Republic
of Yugoslavia :

[MILORAD PEŠIĆ]

EXCHANGES OF LETTERS

I a

EMBASSY OF BELGIUM
BELGRADE

Belgrade, 30 December 1969

Sir,

At the time of signing the Consular Convention between our two countries, I have the honour, on behalf of my Government, to submit to you the following proposal which, in the event of agreement, shall form an integral part of the Convention :

“On the entry into force of the Convention and for as long as it shall remain in force, each of our Governments shall, without prejudice to the rights and advantages which they have acquired under customary international law or to conventions in force between our States, grant to diplomatic agents, members of the administrative and technical staff and members of the service staff of the diplomatic mission of the other State, whose appointment has been duly notified through the diplomatic channel, treatment no less favourable than that provided for the members of a consular post under parts III and IV and article 45 of the Convention.

“Moreover, the provisions of article 14, article 17, 1., and article 22 of the Convention shall also apply to land and buildings intended for use or used exclusively for the official needs of the diplomatic mission of each State or as a residence for a diplomatic agent or a member of the administrative and technical staff of the mission, it being understood that article 17, 1., shall apply to a residence only if it is the residence of the head of the mission; article 17, 2., of the Convention shall also apply to furniture intended for use or used exclusively for the official needs of the diplomatic mission of each State.”

I take this opportunity, Sir, etc.

[MARCEL RIJMMENANS]

II a

SECRETARIAT OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS

Belgrade, 30 December 1969

Sir,.

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date concerning the extension of certain provisions of the Consular Convention to the diplomatic mission or to its members, which reads as follows:

[See letter 1a]

I have the honour to state, for the information of the Government of Belgium that the Government of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia agrees to the proposal which you have made.

I take his opportunity, Sir, etc.

[MILORAD PEŠIĆ]

I b

EMBASSY OF BELGIUM
BELGRADE

Belgrade, 30 December 1969

Sir,

At the time of signing the Consular Convention between our two countries, I have the honour, on behalf of my Government, to draw your attention to the following communication which shall form an integral part of the Convention:

"Under the terms of the Treaty instituting the Benelux Economic Union, signed at The Hague on 3 February 1958,¹ Belgium, Luxembourg and the Netherlands have undertaken, *inter alia*, to apply, under identical conditions, a common system with regard to exemptions from import duties enjoyed by diplomatic missions, consular posts, diplomatic agents, career consular officers, members of the administrative and technical staff of diplomatic missions and foreign consular employees.

"The Treaty specifies that the exemptions in question shall be applicable only if, and in so far as, the foreign State whose diplomatic mission or consular post is established in the territory of the Contracting Parties grants a corresponding exemption in Belgium, Luxembourg and the Netherlands, in the absence of provisions to the contrary in the existing international conventions.

"Accordingly, I must inform you that should some discrepancy subsequently arise in this connexion between the obligations resulting from the said Treaty instituting the Benelux Economic Union, on the one hand, and

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 381, p. 165.

the provisions of article 20 of the Consular Convention and the second paragraph of the first exchange of letters, on the other, the Belgian Government would be obliged to propose to the Government of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia a modification in the relevant provisions of the Consular Convention and of the first exchange of letters in order to ensure that they do not conflict with the common system established under the Treaty instituting the Benelux Economic Union."

I take this opportunity, Sir, etc.

[MARCEL RIJTMENANS]

II b

SECRETARIAT OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS

Belgrade, 30 December 1969

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date concerning article 20 of the Consular Convention and the second paragraph of the first exchange of letters between our two countries, which reads as follows:

[See letter I b]

I have the honour to state, for the information of the Government of Belgium, that the Government of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia has taken note of the contents of your communication.

I take this opportunity, Sir, etc.,

[MILORAD PEŠIĆ]

I c

EMBASSY OF BELGIUM
BELGRADE

Belgrade, 30 December 1969

Sir,

At the time of signing the Consular Convention between our two countries, I have the honour, on behalf of my Government, to submit to you the following declaration which, in the event of agreement, shall form an integral part of the Convention:

"Each of our Governments wishes to take note of the fact that, in its opinion, any State may refuse to recognize the right of a consular officer of another State to act on behalf of a national of the latter State or to intervene on his behalf if that national is—or was at the time of his death—a political refugee, unless that national himself approaches the consular officer."

I take this opportunity, Sir, etc.

[MARCEL RIJTMENANS]

II c

SECRETARIAT OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS

Belgrade, 30 December 1969

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of today's date containing a declaration concerning the intervention of a consular officer on behalf of a political refugee, which reads as follows:

[See letter Ic]

I have the honour to inform you, for the information of the Government of Belgium, that the Government of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia associates itself with that declaration.

I take this opportunity, Sir, etc.

[MILORAD PEŠIĆ]
